

Programme de Formation en Gestion
de la Politique Economique (GPE)



République de Côte d'Ivoire
Union – Discipline – Travail

Ministère de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche Scientifique

Université de Cocody



UFR-SEG/CIRES

MEMOIRE PROFESSIONNEL

IMPACT DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN CÔTE D'IVOIRE

D.E.S.S.

Hautes Etudes en Gestion de la Politique Economique

AOÛT 2008

REALISE PAR :

M.DEMBELE ALASSANE MAKAN

AUDITEUR GPE 9

SOUS LA SUPERVISION DE :

M. DJEDJERO AKPA
SOUS DIRECTEUR DE LA
CONJONCTURE ET DE LA
PREVISION ECONOMIQUE DE LA
COTE D'IVOIRE

THE AFRICAN CAPACITY
BUILDING FOUNDATION



Programme de Formation
en Gestion de la Politique Economique
Boulevard Latrille, près Lycée Classique d'Abidjan
08 BP 1295 Abidjan 08, Tél : 22486212 ; Fax : 22488284

WORLD BANK INSTITUTE



TABLE DES MATIERES

| | |
|---|------------|
| TABLE DES MATIERES | I |
| LISTE DES GRAPHIQUES | III |
| LISTE DES TABLEAUX | III |
| SIGLES DES ABREVIATIONS | IV |
| REMERCIEMENTS | V |
| SYNTHESE | VII |
| AVANT-PROPOS | XI |
| INTRODUCTION | 1 |
| 1. PROBLEMATIQUE..... | 3 |
| 2. OBJECTIFS | 4 |
| 3. METHODOLOGIE..... | 5 |
| 4. RESULTATS ATTENDUS | 8 |
| PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE ET POLITIQUES ECONOMIQUES... 9 | |
| CHAPITRE I : APPROCHES THEORIQUES ET EMPIRIQUES | 10 |
| 1. APPROCHE THEORIQUE | 10 |
| 2. APPROCHE EMPIRIQUE..... | 13 |
| 3. DOCTRINE ECONOMIQUE | 14 |
| 4. POLITIQUES MACROECONOMIQUES..... | 15 |
| CHAPITRE II : POLITIQUE DES IDE ET DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE | 19 |
| 1. TYPOLOGIE DES IDE | 19 |
| 2. FORCES ET FAIBLESSES DE LA POLITIQUE DES INVESTISSEMENTS..... | 21 |
| 3. HISTORIQUE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE | 22 |
| 4. PRIORITES DE L'ETAT EN MATIERE DE POLITIQUE ECONOMIQUE | 23 |
| 5. COHERENCE DES POLITIQUES..... | 25 |
| 6. EVOLUTION DES INDICATEURS EN COTE D'IVOIRE..... | 26 |
| DEUXIEME PARTIE : ESTIMATION ECONOMETRIQUE..... 35 | |
| CHAPITRE I: DEMARCHE ECONOMETRIQUE | 36 |
| 1. SPECIFICATION DU MODELE | 36 |
| 2. COLLECTE DES DONNEES ET APPROCHE METHODOLOGIQUE..... | 37 |
| 3. ORDRE D'INTEGRATION ET STATIONNARITE DES SERIES | 38 |
| CHAPITRE 2 : TESTS ECONOMETRIQUES | 39 |
| 1. TESTS D'INTEGRATION ET DE STATIONNARITE DES SERIES | 39 |
| 2. STATIONNARITE DU MODELE VAR..... | 41 |

| | |
|--|-------------|
| 3. TESTS SUR LES RESIDUS | 43 |
| 4. TEST DE CAUSALITE | 44 |
| 5. DECOMPOSITION DE LA VARIANCE | 46 |
| CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS | 47 |
| REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES..... | XII |
| ANNEXES..... | XIII |

LISTE DES GRAPHIQUES

| | |
|--|----|
| Graphique 1 : Evolution de l'IDE de 1970-2007 | 29 |
| Graphique 2 : Evolution comparée des IDE et du PIB réel de 1970 à 2007..... | 31 |
| Graphique 3 : Evolution comparée des IDE et Ouverture Economique de 1970 à 2007..... | 33 |
| Graphique 4 : Evolution comparée des IDE et du taux d'Inflation de 1970 à 2007.... | 34 |
| Graphique 5 : Evolution comparée des IDE et du taux d'Épargne de 1970 à 2007..... | 35 |
| Graphique 6 : Evolution comparée des IDE/taux intérêt monétaire de 1970 à 2007. | 36 |
| Graphique 7 : Stationnarité du modèle..... | 43 |

LISTE DES TABLEAUX

| | |
|---|----|
| Tableau 1 : Test d'intégration et de stationnarité des variables..... | 42 |
| Tableau 2 : Estimation du modèle VAR..... | 44 |
| Tableau 3 : Causalité entre l'IDE et le taux de croissance du PIB réel..... | 47 |

SIGLES DES ABREVIATIONS

- ACBF** : African Capacity Bulding Foundation
- ADF** : Dickey Fuller Augmenté
- APD** : Aide Publique au Développement
- BCEAO** : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
- BDP** : Balance Des Paiements
- CEPICI** : Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire
- CIRDI** : Centre International pour le Règlement des Différents relatifs aux Investissements
- COM-INVEST** : Commission Nationale pour la Promotion des Investissements
- CNUCED** : Conférence des Nations Unis pour le Commerce et le Développement
- DCPE** : Direction de la Conjoncture et de la Prévision Economique
- DNPD** : Direction Nationale de la Planification du Développement
- DSRP** : Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté
- GPE** : Gestion de la Politique Economique.
- IDE** : Investissement Direct Etranger
- INMON** : Taux d'Intérêt Monétaire
- PVD** : Pays en Voie de Développement
- PIB** : Produit Intérieur Brut
- PTF** : Partenaires Techniques et Financiers
- PP** : Phillips Perron
- UEMOA** : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

REMERCIEMENTS

Ce travail ne serait pas possible sans l'aide des personnes que nous tenons à remercier ici.

Toutes nos gratitudeux aux principaux bailleurs de fonds du programme GPE-Abidjan en l'occurrence l'Institut de la Banque Mondiale et la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF) pour leur appui financier durant toute la durée de notre formation.

Nous remercions vivement l'Administration du Programme GPE-Abidjan et son Directeur, **Dr PAUL SECA ASSABA** pour la qualité, la rigueur et les efforts quotidiens consentis pour assurer une bonne formation aux auditeurs.

Nous n'oublions pas le Directeur du Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (CIRES), **Pr. MAMA OUATTARA** et tous les chercheurs ainsi que l'ensemble des intervenants au Programme GPE, pour les précieux enseignements et pour l'immense connaissance dont ils nous ont fait bénéficier durant la formation.

Nos sincères remerciements à l'endroit du Coordinateur du Programme GPE, **Dr. KIMOU AYA MAURICE** pour son encadrement et ses conseils lors de la rédaction de ce mémoire et notre Dossier de Politique Economique (DPE).

Nous remercions le Directeur de la Conjoncture et de la Prévision Economiques de la Côte d'Ivoire pour nous avoir accepté au sein de son institution et tout le personnel pour leurs conseils, leur soutien et leurs observations, leur gentillesse durant la durée de notre visite de terrain.

Nos vives félicitations à notre cher encadreur **M. DJEDJERO AKPA**, Sous Directeur de la Prévision Economique pour sa compréhension, ses conseils, sa disponibilité et son implication personnelle et fructueuse au succès de ce travail.

Nous exprimons nos profondes gratitudeux à **M. SANSAN HIEN**, Chef d'Etude à la Sous Direction de la Prévision Economique pour sa gentillesse et ses soutiens, à **M. KONAN**

HYPOLITE à l'Agence Principale de la BCEAO-Côte d'Ivoire pour sa disponibilité et sa collaboration au cours de nos recherches des données.

Nous tenons sincèrement à remercier notre Directeur à Bamako **M. MODIBO DOLO** et l'ensemble du personnel de la Direction Nationale de la Planification du Développement (DNPD): messieurs **SIKA SANOGO, OUMAR DIALL, IBRAHIMA KONE, ABOUBACAR SIDIKI SACKO, DIAMOUTENE, SIDIBE** et tous les personnels de la DNPD pour leurs contributions fructueuses à notre réussite au concours GPE.

Nous n'oublions pas nos amis de Bamako, nos bienfaiteurs et tous ceux qui de près ou de loin ont contribué d'une manière ou d'une autre à notre formation entre autres: **MAMADOU DIAKITE, KAROUNGA CAMARA, M'BAMAKAN DEMBELE, MOUSSA KONE, TIDIANI OUOLOGUEM**, notre chère mère à Abidjan **Mme WADE** et toute sa famille pour l'accueil et l'hospitalité durant notre séjour.

Nous exprimons toutes nos vives reconnaissances à l'endroit des membres de notre famille pour les soutiens quotidiens et la sympathie. Nous citons entre autres : **NOTRE PERE LAMINE DEMBELE, NOTRE MERE NANDI, NOS FRERES ET SŒURS MARI, BAMBO, M'BAMAKAN, DJITABA, MESSE, SOULEYMANE, M'BAFILY, KASSIM, MARIAM, HAMIDOU, SAMA, SADIO, MAIMOUNA, HAWA.**

Outre, tous ceux que nous avons énumérés ci-dessus, nous adressons nos reconnaissances à toutes les personnes physiques et morales qui ont intervenu d'une manière ou d'une autre dans notre formation et/ou dans la rédaction de ce mémoire professionnel.

SYNTHESE

En Côte d'Ivoire, les efforts d'amélioration des conditions de vie des populations ont été inscrits en 2002 dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) intérimaire. Ce Document a été reconnu comme l'unique cadre de référence des politiques et stratégies de développement à moyen terme et le référentiel des négociations avec l'ensemble des Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

Cette étude sur l'impact des IDE sur la croissance économique en Côte d'Ivoire a pour objectif d'analyser l'impact des Investissements Directs Etrangers (IDE) sur la croissance économique en Côte d'Ivoire, de déterminer les mesures de politiques économiques susceptibles d'attirer ces investissements et des stratégies permettant au pays d'en tirer les meilleurs profits. Une telle étude nous semble nécessaire du fait qu'elle complétera les recherches expliquant la relation IDE et croissance économique en Côte d'Ivoire dans un cadre méthodologique bien défini.

Ainsi, la méthodologie économétrique que nous adoptons se réalise en quatre étapes. La première étape consiste en l'étude de la stationnarité des séries en vue de déterminer leurs ordres d'intégrations. La deuxième étape teste l'existence d'une relation de cointégration entre les variables. Ces deux étapes sont essentielles pour la troisième et la quatrième étapes. La troisième consiste à estimer les paramètres du modèle et la quatrième permet de faire les différents tests (test de causalité, la décomposition de la variance, les tests sur les résidus).

Elle présente à cet effet des analyses descriptives et explicatives de l'évolution des IDE ainsi que ses principaux déterminants au niveau national. Ainsi, la variable endogène est représentée par les entrées des Investissements Directs Etrangers en pourcentage du PIB. Les variables explicatives du modèle sont le taux de croissance du PIB réel, le taux de couverture économique, le taux inflation, l'épargne nationale en pourcentage du PIB, le taux d'intérêt monétaire.

Ce document contient entre autres une source d'informations agrégées pour le suivi des IDE en Côte d'Ivoire. A cet effet, il peut être exploité par tous les producteurs et utilisateurs des données statistiques, à savoir les organismes nationaux, sous régionaux et internationaux, les chercheurs, les auditeurs et les étudiants, etc.

Le modèle VAR a été utilisé pour les différents tests : stationnarité, causalité, décomposition de la variance et les résidus. A partir de ces tests, nous sommes parvenus à des résultats importants.

Le test de stationnarité a révélé que toutes les variables ne sont pas stationnaires en niveau et ont dû être différenciées pour être stationnaires. Mais elles sont toutes significatives, le modèle aussi est globalement significatif, les résidus sont non autocorrélés, homoscédastiques et normalement distribués. Le modèle est alors acceptable et peut être utilisé pour la prévision.

L'IDE n'a pas d'influence sur la croissance économique car la statistique de Fisher (-1,04237) est inférieure à celle lue dans la table de Fisher (1,96). Il n'a pas aussi d'influence sur l'inflation, sur l'épargne nationale en pourcentage du PIB, sur le taux d'intérêt monétaire. Par contre, l'IDE a une influence positive sur le taux de couverture économique.

L'analyse de la causalité nous a indiqué que les informations antérieures sur le niveau des IDE ne permettent pas une meilleure prévision du niveau de croissance économique. L'application du test à ces variables prises deux à deux pour un retard optimal d'une période, indique que l'IDE cause l'ouverture économique et globalement toutes les variables causent l'inflation. Par ailleurs, on ne note aucune relation de causalité au sens de Granger entre les autres variables.

S'agissant de la décomposition de la variance, on peut noter que les fluctuations des variances des variables de l'étude (le taux de croissance du PIB, l'Investissement Direct Etranger en pourcentage du PIB, le taux d'inflation, l'ouverture économique, l'épargne national en pourcentage du PIB et le taux d'intérêt monétaire) s'expliquent par leurs propres variances et sont décroissantes sur les dix premières années. Donc l'IDE ne peut pas être utilisé comme instrument de politique économique en Côte d'Ivoire.

Suite à ces résultats, nous concluons que l'IDE n'a pas d'influence sur la croissance économique en Côte d'Ivoire pour plusieurs raisons :

- Le taux de croissance des IDE entrant est trop faible (autour de 2%) par rapport au taux de croissance global des investissements (soit 9% en 2007) pour influencer la croissance économique du PIB ;

- les variables retardées d'une période ne permettent pas de voir l'impact des IDE sur la croissance économique ;
- la croissance économique en Côte d'Ivoire est tirée essentiellement par le secteur primaire notamment le café et le cacao alors que les IDE ne sont pas orientés vers ce secteur. L'IDE est orienté vers le secteur industriel.

Eu égard à tout ce qui précède et pour tirer pleinement profit des effets et externalités positifs des IDE en Côte d'Ivoire, nous recommandons les mesures suivantes :

- améliorer le cadre macroéconomique : Toutefois, il importe de préciser qu'une politique volontariste des IDE ne suffit pas, à elle seule, à entraîner une accélération durable de la croissance économique. Celle-ci doit en effet intervenir dans un tout macroéconomique. Et ce tout pour la Côte d'Ivoire, c'est de sortir du carcan de l'instabilité en assurant d'abord un environnement économique, socio-politique stable aux investisseurs étrangers ;
- augmenter et améliorer la qualité des infrastructures physiques : L'Etat devrait continuer à fournir à l'économie les services et infrastructures publiques essentiels (électricité, eau, routes, port, aéroport, etc.) En particulier, il doit renforcer davantage le capital d'infrastructures dans les zones relativement moins pourvues. Selon Mills et Quinet « les dépenses d'infrastructures sont des dépenses d'avenir¹ » Il s'agit notamment des zones du nord et de l'ouest. Cela offrirait à ces zones des potentialités supplémentaires de développement et réduirait par conséquent les disparités régionales, la mobilité des populations et biens d'autres frustrations liées aux inégalités de chance de développement ;
- actualiser le code des investissements : le code des investissements qui a été élaboré en 1995 n'est plus d'actualité du fait de la crise sociopolitique de décembre 1999. Il a besoin d'être actualisé pour prendre en compte les effets pervers de la crise sociopolitique (déplacements de populations, chômage, manque de sécurité, pauvreté grandissante, etc.) ;
- réduire la disparité régionale de la répartition des IDE : les IDE sont inégalement répartis sur le territoire ivoirien. Une forte concentration est présente dans la capitale et certaines régions n'en bénéficient même pas.

¹ Mills et Quinet (1992), dans Revue Française d'économie, page 47.

- créer un environnement propice au commerce extérieur en révisant les mesures tarifaires et non tarifaires afin de réduire les coûts des transactions. Cette politique d'ouverture économique permettra à la Côte d'Ivoire de tirer profit des effets bénéfiques de la mondialisation;
- maîtriser le risque pays afin d'attirer beaucoup plus les Investissements Directs Etrangers ;
- relever la qualité de la main-d'œuvre : l'Etat doit augmenter les dépenses publiques d'éducation et de santé afin de renforcer les capacités des ressources humaines dans le but de rechercher une adéquation entre les programmes de formation et le marché du travail;

Ces différentes mesures sont nécessaires dans le cadre d'attraction des IDE et d'amélioration des conditions de vie des citoyens.

AVANT-PROPOS

Dans le cadre du renforcement des capacités des cadres des administrations privées et publiques des pays en développement, l'ACBF et l'Institut de la Banque Mondiale appuyé par le Gouvernement Japonais à travers le Programme de Gestion de la Politique Economique (GPE) procèdent à la formation des spécialistes en gestion de la politique économique.

Cette formation consiste à doter les auditeurs du Programme d'instruments de gestion de politique économique pouvant leur permettre d'aider les autorités à la prise de décisions. Dans sa troisième phase, les auditeurs effectuent, à la fin de la formation, une visite terrain dans des institutions publiques, parapubliques, privées et des organismes internationaux de la Côte d'Ivoire. Cette visite permet d'assurer l'équilibre de la formation en offrant à l'auditeur d'appliquer sur le terrain les connaissances acquises durant la phase d'enseignement et constitue aussi une occasion d'échanges fructueux entre l'auditeur et le personnel de l'institution d'accueil.

La fin de la visite terrain est sanctionnée par la rédaction d'un mémoire professionnel dont le thème est choisi en accord avec l'institution d'accueil de l'auditeur et qui doit prendre en compte aussi bien les préoccupations de l'institution et celles du programme GPE. Ce mémoire professionnel qui doit respecter une démarche logique et cohérente fait l'objet d'appréciation par un jury lors de la soutenance.

C'est dans ce cadre que ce présent mémoire a été rédigé à l'issue de quatre mois de visite sur terrain. Dans les trois premiers mois, nous avons passé dans notre institution d'accueil une fois par semaine mais pour le dernier mois, nous avons passé tous les jours de travail. Le thème retenu pour cette étude est : « L'impact des Investissements Directs Etrangers (IDE) sur la croissance économique en Côte d'Ivoire ». L'analyse de ce thème nous a permis de suggérer de mesures de politique économique pour attirer les IDE et améliorer le bien être de la population en Côte d'Ivoire.

Les opinions exprimées dans ce document reflètent celles de son auteur et ne sauraient en aucun cas engager ni la Direction du Programme GPE, ni l'Université de Cocody, ni la Direction de la Conjoncture et de la Prévision Economique, ni l'ACBF, ni la Banque Mondiale.

INTRODUCTION

Au sortir de la période coloniale, la situation économique de la plupart des pays africains était fondamentalement caractérisée par de faibles niveaux de développement économique, social et culturel. Les infrastructures de communication étaient pratiquement inexistantes, la couverture sanitaire et le niveau d'éducation étaient très faibles. C'est ainsi que dès leurs accessions à l'indépendance, tous ces pays se sont engagés dans un processus de développement économique, social et culturel. Ils ont investi dans les infrastructures publiques, dans l'agriculture, l'industrie, les services avec des capitaux souvent empruntés de l'extérieur.

Face à la faiblesse de l'épargne nationale et surtout au poids de l'endettement, ils se sont tournés vers la recherche d'autres sources de financement de leurs activités économiques. Et parmi les multiples sources figurent les capitaux privés, surtout les Investissements Directs Etrangers (IDE) qui vont devenir la source principale de financement extérieur devant les prêts sur les marchés financiers et l'Aide Publique au Développement (APD).

Dans les années 50 et 60, l'Investissement Direct Etranger était regardé avec beaucoup de méfiance par certains pays en voie de développement (PVD). L'IDE était considéré comme un facteur de domination et les firmes multinationales étaient soupçonnées de réduire le bien-être social par la manipulation des transferts, des prix et la formation d'enclaves économiques.

Aujourd'hui, on assiste à un changement radical de l'attitude des PVD vis-à-vis de l'Investissement Direct Etranger. Le comportement de suspicion est désormais remplacé par une politique de promotion visant à drainer des flux substantiels d'IDE (Oman, 2000). Ce changement d'attitude a été en partie rendu possible grâce à un environnement économique mondial de plus en plus libéral et une littérature économique abondante vantant les mérites de l'Investissement Direct Etranger. En effet, plusieurs spécialistes (Caves (1996), Dunning (1993), Graham et Krugman (1995), Moran (1998), Lall (2000), etc.) accordent à l'IDE une place importante dans le développement économique.

Les pays en développement sont conscients aujourd'hui des gains potentiels que les investisseurs étrangers directs peuvent apporter à leur économie. Ces pays veulent étendre le mécanisme des prix comme facteur de résorption des déséquilibres au secteur privé en attirant plus d'Investissements Directs Etrangers pour résoudre le problème d'endettement excessif auxquels ils sont confrontés.

D'un point de vue théorique, lorsqu'un pays fait face à un déficit en ressources au niveau interne, il fera aussi face à un déficit extérieur qu'il pourra combler par un afflux de capitaux étrangers. Sur le plan macroéconomique, cela veut dire que lorsque les dépenses gouvernementales et l'investissement privé domestique excèdent, respectivement, les revenus de l'Etat et l'épargne privée domestique, ce déficit interne engendre des importations supérieures à des exportations et donc crée un déficit extérieur. Les institutions financières extérieures sont alors sollicitées pour combler ce déficit. L'absorption de ce dernier peut se faire par le financement intérieur et extérieur mais aussi par le biais d'Investissements Directs Etrangers.

Ce dernier recours présente beaucoup d'avantages par rapport aux deux premiers lorsque l'Investissement Direct Etranger présente respectivement un afflux net de capitaux étrangers. C'est une alternative viable au marché des capitaux parce que c'est une source d'investissement internationale moins volatile pour les pays hôtes que les autres formes d'investissement.

Par ailleurs, entre autres avantages, on peut retenir que les revenus des Investissements Directs Etrangers (IDE) sont en général réinvestis dans le pays, même si une partie est rapatriée. L'IDE apporte par conséquent de nouvelles manières (technique) de gérer, de nouvelles compétences en matières d'organisation et d'accès au marché international. Il procure une gamme variée de produits aux résidents.

De plus, si l'IDE accroît la productivité et que cet accroissement n'est pas entièrement approprié par l'investisseur, donc les autres acteurs du système productif national et certains agents économiques en bénéficieront directement. Les travailleurs domestiques en bénéficieront en termes de salaires réels plus élevés ; les ménages domestiques, en termes de prix plus faibles et le gouvernement, en termes de revenus fiscaux plus élevés.

L'IDE favorise aussi le transfert de technologies de production de pays développés vers les pays en développement. Ce faisant, il contribuerait beaucoup plus à la croissance économique que ne le fait l'investissement privé domestique.

Cependant, pour profiter de ce potentiel de contribution à la croissance, il faut non seulement que le régime commercial du pays récepteur soit orienté vers la promotion des exportations, mais aussi, un climat économique et politique du pays récepteur qui soit stable. Cela ne semble pas être le cas aujourd'hui pour la Côte d'Ivoire.

1. PROBLEMATIQUE

La Côte d'Ivoire, suite à la crise politique de 1999, traverse une récession économique s'expliquant par la détérioration des indicateurs macroéconomiques. Parmi ces indicateurs, le taux d'investissement global (composé du taux d'investissement public et du taux d'investissement privé) qui reste une stratégie indispensable pour relancer la production et sortir le pays de cette crise économique.

L'investissement privé joue un rôle déterminant dans le processus de croissance et de développement économique et social. Lorsque le taux d'investissement privé est supérieur au taux d'investissement public, on constate une hausse du taux d'investissement global. Et lorsque le taux d'investissement privé est inférieur au taux d'investissement public, on observe une baisse du taux d'investissement global. Au regard de ceci, on peut affirmer sans se tromper que le taux d'investissement global est essentiellement tiré par l'investissement privé qui n'est plus stable en Côte d'Ivoire depuis la crise de 1999.

L'économie ivoirienne se caractérise par une production intérieure brute qui accuse de fortes fluctuations. Elle se révèle peu diversifiée et dépend fortement d'une part des financements extérieurs en raison de l'insuffisance de l'épargne intérieure et d'autre part de la fluctuation du cours des matières premières (notamment le café, le cacao, le coton, le pétrole, le diamant, etc.).

Depuis la crise de 1999, la croissance moyenne du PIB sur la période 1999-2007 (1,4%) est plus faible que le taux de croissance démographique (2,8%). Ce qui se traduit par une dégradation

relative du niveau de vie de la population. A cette allure, il sera en effet difficile de maintenir ou d'accroître le niveau des investissements sociaux (éducation, santé, infrastructures) en termes réels et de résorber également la crise dans le secteur de l'emploi.

La forte proportion de biens importés influence négativement le niveau des prix intérieurs. Cette situation se traduit par une inflation importée qui dégrade le pouvoir d'achat des consommateurs. Bien qu'elle soit profitable aux recettes douanières, elle crée des distorsions dans l'allocation des ressources et ne permet pas de renforcer le potentiel de compétitivité de l'économie.

La Côte d'Ivoire comme tous les autres pays africains a adopté vers les années 1980, d'importantes réformes structurelles afin d'attirer les Investissements Directs Etrangers qui s'avèrent indispensables pour développer les secteurs stratégiques de réduction de la pauvreté. Parmi ces réformes figurent la modification en 1984 du code des investissements de 1959 et l'adoption par la loi 95-620 du 3 août 1995 d'un nouveau code des investissements particulièrement plus incitatif.

Les questions qui se posent sont alors de savoir :

- quels sont les déterminants des Investissements Directs Etrangers en Côte d'Ivoire?
- quelle politique économique la Côte d'Ivoire doit elle adopter pour attirer les IDE en période de post-conflit?
- quel sera l'impact réel de cette politique sur la croissance économique?

Telles sont les interrogations auxquelles nous tenterons d'apporter des solutions dans cette étude.

2. OBJECTIFS

L'objectif général de cette étude est d'analyser l'impact des Investissements Directs Etrangers (IDE) sur la croissance économique en Côte d'Ivoire, de déterminer les mesures de politique économique susceptibles d'attirer ces investissements et des stratégies permettant au pays d'en tirer les meilleurs profits. Une telle étude nous semble nécessaire du fait qu'elle complètera les recherches expliquant la relation IDE et croissance économique en Côte d'Ivoire dans un cadre méthodologique bien défini.

Pour atteindre cet objectif, nous nous sommes fixés un objectif spécifique sous-tendu par des hypothèses de recherche. Il s'agit d'analyser l'impact des IDE sur les variables explicatives.

De façon plus détaillée:

- la variable endogène est l'Investissement Direct Etranger en pourcentage du PIB,
- les variables explicatives sont le taux de croissance du PIB, l'ouverture économique, le taux d'inflation, le taux d'intérêt monétaire, l'épargne domestique (en pourcentage du PIB).

Les hypothèses de l'étude sont les suivantes : (H1) l'IDE exerce une influence positive sur la croissance économique, (H2) l'IDE a une influence positive sur l'ouverture économique, (H3) l'IDE a une influence positive sur le taux d'inflation, (H4) l'IDE a une influence positive sur le taux d'intérêt, (H5) l'IDE a une influence positive sur l'épargne domestique en pourcentage du PIB.

3. METHODOLOGIE

La méthodologie permettra de mieux appréhender la démarche à suivre pour parvenir à une recommandation de politique économique. La première partie de la méthodologie fait appel à la collecte des données pour faire les analyses économétriques en vue de suggérer des mesures de politiques économiques pouvant tirer les IDE en Côte d'Ivoire. Les données collectées sont secondaires, de sources différentes et couvrent la période 1970-2007.

L'étude est basée sur le relevé documentaire pour examiner empiriquement les déterminants de l'IDE en Côte d'Ivoire. Il s'agit des différentes études des IDE en Afrique, les notes de conjoncture sur l'économie ivoirienne, le DSRP intérimaire de la Côte d'Ivoire, le document des politiques d'ajustement structurel de la Côte d'Ivoire, les différents rapports des IDE disponibles sur le site Internet, etc.

En travaillant sur « l'impact de l'investissement public sur la croissance économique en Côte d'Ivoire » en octobre 2004, Docteur KEHO Yaya, enseignant chercheur à la CAPEC, a adopté une méthodologie économétrique qui se réalise en quatre étapes. La première étape consiste en l'étude de la stationnarité des séries en vue de déterminer leurs ordres d'intégration. La deuxième

étape teste l'existence d'une relation de cointégration entre les variables. Ces deux étapes ont permis d'envisager dans la troisième étape la méthode d'estimation appropriée ainsi que les différents tests de causalité qui en découlent.

Quant à monsieur KACOU Kouamela, il a utilisé deux instruments d'analyse pour « les déterminants de l'Investissement Direct Etranger en Côte d'Ivoire » en avril 2004. Le premier consistait à effectuer une analyse de corrélations simples pour identifier parmi les déterminants potentiels ceux qui présentent un coefficient de corrélation élevé avec l'IDE. Le deuxième a utilisé un test de causalité au sens de Granger pour apprécier si les valeurs retardées de ces variables permettent de mieux prédire les valeurs courantes de l'IDE que les valeurs passées des IDE uniquement. Si tel est le cas, alors les variables ainsi identifiées représentent les vrais déterminants des IDE en Côte d'Ivoire.

Monsieur Marouane ALAYA, Enseignant chercheur au Centre d'Economie du Développement (CED) à l'Université Montesquieu-Bordeaux, a utilisé les équations simultanées pour analyser la relation entre « l'IDE et croissance économique en Tunisie ». Selon lui, le cadre des équations simultanées est fonction du critère d'identifiabilité du modèle :

- si le modèle est sous identifiable, il n'y a pas d'estimation possible ;
- si le modèle est juste ou sur-identifié, on utilise l'équation par équation selon l'identifiabilité ;
- si l'équation est juste identifiée, on utilise les moindres carrées indirectes ou les doubles moindres carrées ;
- si l'équation est sur identifiée, on utilise les doubles moindres carrées.

Cette méthode est la plus utilisée dans la pratique et s'applique pour tous les modèles justes ou sur identifiables. Dans le cadre de son étude, il a utilisé la méthode des doubles moindres carrée car toutes les équations étaient sur identifiées dans son modèle.

L'approche méthodologique de la relation IDE et la croissance économique exige la mise en œuvre de techniques économétriques rigoureuses. Tenant compte de la revue de la littérature théorique et empirique et de la spécificité de l'économie ivoirienne, nous allons spécifier un

modèle économétrique qui met en relation l'IDE en pourcentage du PIB avec le taux de croissance du PIB, l'ouverture économique, le taux d'inflation, le taux d'intérêt, l'épargne domestique en pourcentage du PIB. Pour obtenir des estimations non fallacieuses des relations de causalité dans un cadre statistique stationnaire, il est nécessaire de recourir d'abord à un protocole de tests statistiques préliminaires.

Ainsi, la méthodologie économétrique que nous adoptons se réfère à celle de Monsieur KEHO Yaya. Elle se réalise aussi en quatre étapes. La première étape consiste en l'étude de la stationnarité des variables en vue de déterminer leurs ordres d'intégration. La deuxième étape teste l'existence ou non de la stationnarité du modèle. Ces deux étapes sont essentielles pour la troisième et la quatrième étape. La troisième consiste à estimer les paramètres du modèle et la quatrième permet de faire les différents tests (causalité, sur les résidus, etc.).

En se référant sur cette méthodologie, nous utilisons dans le cadre de notre étude la méthode des Moindres Carrées Ordinaires (MCO) pour des raisons suivantes :

- les paramètres obtenus à partir de cette méthode ont des propriétés optimales du fait que la méthode des Moindres Carrées Ordinaires a l'avantage de présenter les estimateurs BLUE (de l'anglais Best Linear Unbiased Estimators : meilleurs estimateurs linéaires sans biais), qui sont les meilleurs de tous les estimateurs linéaires sans biais²;
- peut être utilisée par tous les logiciels économétriques ;
- les principes qui sous-tendent cette méthode sont simples à comprendre.

Le logiciel utilisé pour l'estimation est Eviews 5.

² Salvatore (1995), Econométrie et statistiques appliquées, chapitre 6, P : 152-153.

4. RESULTATS ATTENDUS

Les résultats suivants sont attendus :

- comprendre l'impact des IDE sur la croissance économique en Côte d'Ivoire ;
- identifier les déterminants des IDE en Côte d'Ivoire ;
- faire des suggestions de mesures de politique économique pouvant permettre à la Côte d'Ivoire de tirer meilleur profit des IDE.

PREMIERE PARTIE : CADRE THEORIQUE ET POLITIQUES ECONOMIQUES

CHAPITRE I : APPROCHES THEORIQUES ET EMPIRIQUES

L'importance de l'investissement dans la conception et la mise en œuvre des politiques économiques fondées sur une croissance forte, saine et durable est à l'origine des nombreux travaux réalisés dans la littérature économique sur la fonction de l'investissement. En effet, la théorie économique nous renseigne à travers le très populaire modèle de Harrod-Domar, que l'accumulation du stock de capital physique est indispensable à la dynamique de la croissance économique. Aussi, ce modèle nous montre-t-il en effet que la croissance de la population et du stock de connaissances étant exogènes, l'investissement net devient alors le seul facteur sur lequel les autorités de la politique économique peuvent agir.

Notre revue de la littérature s'intéresse dans un premier temps aux liens théoriques entre les Investissements Directs Etrangers et la croissance économique à travers les grands courants de la pensée économique et dans un second temps elle présente les travaux empiriques effectués dans ce sens sur l'économie ivoirienne.

1. APPROCHE THEORIQUE

L'analyse de la croissance économique a fait l'objet de nombreuses études théoriques et occupe aujourd'hui une place prépondérante dans la littérature économique. A côté des facteurs traditionnels, que sont le capital et le travail, de nombreuses études se sont intéressées à d'autres sources de la croissance économique. C'est ainsi que depuis longtemps, dans ce foisonnement théorique, certains auteurs et institutions redécouvrent le rôle moteur que peuvent jouer les Investissements Directs Etrangers dans le processus de la croissance économique.

Le sens polysémique de la croissance fait que l'on a souvent confondu croissance et développement. Or, il existe une différence fondamentale entre les deux termes. En effet, la croissance est un phénomène quantitatif qui peut se définir comme une augmentation du revenu par tête et du produit national brut. Le développement qui est un phénomène qualitatif, implique outre la croissance économique un changement des structures (mentalités, sociales, économiques, etc.).

Selon les économistes tels que Solow (1956), Kuznets (1959), Denison (1961), Lucas (1998), la croissance économique est entièrement commandée par des données naturelles (quantité de

ressources non renouvelables disponibles), démographiques (croissance de la population et évolution des taux d'activité) et par des événements non maîtrisables (le progrès technique au sens large).

La grande révolution est venue de Robert Solow en 1956 qui prend en compte le facteur résiduel (le progrès technique considéré comme exogène) dans la théorie de la croissance. Après les publications de Solow, plusieurs travaux ont été réalisés notamment ceux de Arrow (1962) sur l'apprentissage par la pratique, de Uzawa (1965) sur le progrès technique optimal et de Becker (1964) sur le capital humain. Tous ces travaux ont apporté beaucoup d'éclairage sur le processus de la croissance. Ces théories (le progrès technique considéré comme exogène) appartiennent aux théoriciens de la croissance exogène.

Cependant, dès l'origine des réflexions portant sur la croissance économique, d'autres explications ont été proposées : ce sont les théories de la croissance endogène parce qu'elles situent l'origine de la croissance dans le fonctionnement même du système économique. Les nouvelles théories de la croissance endogène vont connaître un regain d'intérêt à partir des années 80 avec les travaux de Paul Romer (1986), Robert Lucas (1988), Barro (1991), Grossman et Helpman (1991) et Barro et Sala-i-Martin (1995). Tous ces différents modèles ont mis l'accent sur le rôle fondamental de l'accumulation et de la diffusion de la technologie dans la croissance économique.

La recherche de l'accumulation du capital humain et du développement des infrastructures par les pouvoirs publics nécessite qu'on se réfère aux nouvelles théories de la croissance pour l'analyse de l'évolution économique de la Côte d'Ivoire puisque comme Azam [1993] l'a souligné, ce pays a anticipé sur les développements de la théorie de la croissance endogène.

Quant aux Investissements Directs Etrangers, ils correspondent selon la définition du Manuel de la Balance des Paiements du FMI aux différentes opérations financières destinées à agir sur la marche et la gestion d'entreprises implantées dans un pays différent de celui de la maison mère (multinationale). Par Investissement Direct Etranger (IDE), on entend « transferts d'actifs

corporels et incorporels d'un pays à un autre, où ils seront utilisés aux fins de production de richesse sous le contrôle total ou partiel du propriétaire des actifs.

Selon la CNUCED³, il y a investissement direct étranger lorsqu'un investisseur basé dans un pays (le pays d'origine) acquiert un actif dans un autre pays (pays d'accueil) avec l'intention de le gérer. Sous ce rapport, on peut distinguer trois types d'IDE : la participation au capital (fusions, acquisitions) et créations de nouvelles installations (dites green fields), réinvestissement des bénéfices et autres flux de capitaux (emprunts et prêts à court ou long terme réalisés entre la société mère et sa filiale).

Concrètement, un Investissement Direct Etranger peut donner lieu soit à la création d'une nouvelle entreprise, soit à l'achat de parts ou à l'augmentation du capital d'une société existante. Les IDE favorisent généralement la création d'emplois, l'amélioration de la productivité et les transferts de compétence et de technologie. A terme, ils poussent indirectement à l'élévation des salaires. Ils favorisent aussi l'essor des exportations.

Enfin, les IDE génèrent des recettes fiscales et à travers elles, peuvent contribuer à la mise en œuvre de politique sociale en faveur des catégories de populations absentes du marché de la consommation. Tous les pays s'efforcent donc quelque soit leur niveau de développement d'attirer les IDE et d'en tirer profit.

Les IDE permettent aussi et surtout aux pays concernés de s'intégrer d'avantage à l'économie globale. Le seuil internationalement retenu pour distinguer les IDE des investissements de portefeuille est que les IDE doivent atteindre au moins 10% du capital de l'entreprise étrangère convoitée ou créée (filiales, maison de représentation, etc.).

³ Définition de CNUCED mais tirée dans le livre de Moustapha KASSE du Sénégal : Intégration et Partenariat en Afrique (de l'UEMOA au NEPAD).

2. APPROCHE EMPIRIQUE

L'analyse de « l'impact des Investissements Directs Etrangers sur la croissance économique » a fait l'objet de plusieurs travaux empiriques parmi lesquels nous retenons les synthèses de certaines études pour déterminer le cadre d'analyse du modèle de croissance de la Côte d'Ivoire.

Ainsi, la première analyse de l'effet de l'Investissement Direct Etranger sur la croissance dans le cadre d'un modèle endogène a été réalisée par Bronsztein, De Gregorio et Lee (1998). Partant du modèle de Romer, les auteurs dans la recherche des mécanismes qui justifient le transfert de technologie ont introduit l'Investissement Direct Etranger comme des biens de capital produits par les entreprises étrangères implantées localement (Marouane Alaya).

De Gregorio (1992), en travaillant sur un panel de 12 pays d'Amérique latine entre 1950 et 1985 trouve une relation significative et positive entre les Investissements Directs Etrangers et la croissance économique. Il note en outre que l'impact des IDE est trois fois plus important que celui de l'investissement domestique et que les IDE favorisent la croissance économique quand le niveau d'éducation dans le pays hôte est élevé.

En utilisant les données de panel pour les pays de l'UEMOA, Koupko (2005) a constaté que le capital humain et l'ouverture économique sont les plus importants déterminants des Investissements Directs Etrangers sur la période 1996-2003.

Le cadre d'analyse du modèle de croissance de la Côte d'Ivoire est le modèle proposé par R.M. Solow [1956] dans la mesure où des auteurs ont utilisé la méthode qualifiée de « comptabilité de la croissance » pour estimer les contributions respectives de l'accumulation du capital et du progrès technique à la croissance économique de ce pays. Au delà des préoccupations académiques, il convient de noter que le modèle de Solow a servi de toile de fond à la stratégie de développement basé sur l'accumulation du capital physique.

L'impact des Investissements Directs Etrangers sur la croissance économique en Côte d'Ivoire dépend des potentialités du pays en capital humain et les politiques économiques adoptées ainsi que de la nature de l'Investissement Direct Etranger en question. Certaines spécifications des

modèles ne prennent pas en compte le caractère endogène des Investissements Directs Etrangers et ses effets positifs sur les autres variables qui influencent la croissance.

Face à ces débats plus ou moins contradictoires, il ressort que l'IDE n'a pas les mêmes effets sur la croissance économique. Pour tirer le maximum de profits d'une présence étrangère dans l'économie nationale, il faut que les compétences, les technologies et les infrastructures locales soient suffisamment bien développées pour que les ressortissants nationaux puissent pleinement exploiter les retombées générées par les entreprises à capitaux étrangers (OCDE 2002).

En Côte d'Ivoire, durant les quatre décennies (de 1960 à 2000), la doctrine économique et les politiques macroéconomiques ont façonné la trajectoire de la croissance économique.

3. DOCTRINE ECONOMIQUE

Au lendemain de son indépendance, la Côte d'Ivoire a choisi sans ambiguïté la voie du libéralisme qui, au plan de la vie économique, repose sur les principes de la propriété privée des moyens de production et de l'ouverture sur l'extérieur. Comparativement à d'autres pays qui ont des atouts similaires mais ayant opté pour la collectivisation des moyens de production et le développement endogène, la politique d'ouverture sur l'extérieur a permis à la Côte d'Ivoire de réaliser des performances économiques plus élevées grâce à un capitalisme d'Etat.

Les résultats satisfaisants obtenus par ce modèle extraverti de développement ont résulté aussi d'une stabilité politique dont a bénéficié le pouvoir politique qui s'est exprimé pendant trente ans dans le cadre d'un parti unique (le PDCI/RDA). La culture du dirigisme économique issue de la période coloniale dont les élites de ce parti ont hérité, s'est traduite par le choix du modèle de développement dominé par le volontarisme d'Etat des deux premières décennies de l'indépendance.

Durant cette période (1960-1980), l'interventionnisme étatique s'est exprimé dans le cadre d'une planification indicative. Les méthodes de celle-ci, forgées et perfectionnées lors de l'élaboration des différents plans quinquennaux (Perspectives décennales 1960-1970, Plan quinquennal 1970-1975, Plan quinquennal 1976-1980), devenues plus prospectives et opérationnelles, ont défini un

ensemble cohérent et réaliste d'objectifs et de moyens qui ont permis d'enclencher le « décollage » de l'économie.

Le désengagement de l'Etat, la désétatisation préconisée au début des années 1980 et grandement mis en oeuvre au début des années 1990, a coïncidé avec le processus de la libéralisation politique. Celle-ci s'est concrétisée par l'instauration du multipartisme dont la mauvaise gestion s'est soldée par un coup d'Etat militaire en 1999. Ce coup de force a interrompu la reprise économique enclenchée depuis la dévaluation du F CFA en 1994.

Au cours de cette deuxième période (1981-2000), la libéralisation politique s'est accouplée d'une libéralisation économique. En effet, à l'arrière plan de l'application des différents programmes d'ajustement structurel PAS (1981-1990), de stabilisation et de relance économique (1991-1993), les principales réformes institutionnelles visaient à retrouver les « lois du marché » concernant la libéralisation du commerce, la réduction du rôle de l'Etat, le dégraissage des entreprises publiques et para-publiques, le recours à la privatisation. Le Document Cadre de Politique Economique (DCPE) conclu avec les bailleurs de fonds après l'ajustement monétaire intervenu le 12 janvier 1994 confirme la tendance à la libéralisation totale de l'économie.

Selon Philippe HUGON [1989], les mesures de libéralisation, de déréglementation, d'ouverture extérieure visent à réaliser des réallocations sectorielles des ressources du secteur public vers le secteur privé. Une telle perspective est conforme à la vision de la dimension politique de l'ajustement qui implique des modifications des rapports de pouvoir entre l'Etat et le marché, entre le secteur public et le secteur privé.

4. POLITIQUES MACROECONOMIQUES

La croissance économique ivoirienne résulte également des politiques macroéconomiques mises en oeuvre durant les deux grandes étapes.

En effet, des instruments de la politique économique sont utilisés pour réaliser un rythme de croissance élevé, créer les conditions d'une relance économique et assurer une croissance saine et durable. C'est ainsi que sur le plan budgétaire, d'importants investissements publics ont été réalisés dans les secteurs de l'agro-industrie, minier pendant les années 1970. Il y a eu un déficit

des finances publiques et un surendettement de l'Etat car celui-ci a dû recourir à l'emprunt extérieur pour faire face au déficit budgétaire.

L'engagement d'une stricte discipline budgétaire et financière lors de la décennie 1970-1980 n'ayant pas été respecté, les périodes d'ajustement structurel vont se caractériser par une réduction des investissements publics, la consolidation du compte du secteur public, les privatisations, les blocages des salaires des fonctionnaires et agents de l'Etat, la réduction des subventions de l'Etat aux entreprises publiques, etc.

La préoccupation au niveau de la politique budgétaire, pendant la période post dévaluation, est d'améliorer de manière significative le solde primaire des opérations de l'Etat afin d'éliminer à terme des arriérés intérieurs et de renforcer le programme des investissements publics sinistrés par la mise en oeuvre des programmes d'ajustement structurels des années précédentes.

Les mesures prises pour renforcer les recettes budgétaires relèvent de la politique fiscale dont l'évolution est très contrastée : une période de fiscalisation suivi d'une phase de défiscalisation.

La phase de fiscalisation accrue correspondant aux deux premières décennies (1960-1980) de développement de la Côte d'Ivoire, les recettes fiscales d'exportation ont joué un rôle déterminant dans la croissance économique grâce à une intervention massive de l'Etat.

Face à la faiblesse du recouvrement de la fiscalité interne, des mesures ont été prises pour renforcer les recettes fiscales durant les périodes d'ajustement structurels (1981-1988) ; celles-ci ont trait à l'augmentation de la taxe sur les carburants, de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, au relèvement du droit fiscal d'entrée, à l'extension de la TVA à l'ensemble du commerce de détail et des services.

L'étape de la défiscalisation qui a véritablement commencé avec l'exécution du PASCO en 1991 a préconisé une baisse des taux sur les bénéfices industriels et commerciaux, une diminution de la contribution employeur sur salaire du personnel ivoirien, une suppression de certains impôts indirects et des droits d'entrée sur les intrants destinés au secteur agricole, etc.

En matière fiscale, l'objectif de la période post-dévaluation a consisté aussi à faire une structuration profonde de la répartition des charges fiscales entre les différents secteurs d'activités ; dans une telle perspective, il a été prévu un allègement de la pression fiscale exercée sur le secteur productif et un assujettissement progressif du secteur informel. Cette période se caractérise aussi par une défiscalisation accrue en vue d'encourager la participation du secteur privé dans le processus de la croissance économique.

Sur le plan financier, la stabilité monétaire consécutive à la politique monétaire restrictive a entraîné l'afflux des investissements privés vers la Côte d'Ivoire qui toute fois, demeurent faibles en comparaison des taux d'investissement des pays émergents d'Asie. Le niveau peu élevé des investissements privés résulte de la politique sélective de crédit du système financier qui privilégie les crédits à court terme et qui pratique des taux d'intérêt peu attractifs pour les apporteurs de capitaux.

La répression monétaire dont souffrent les banques en Côte d'Ivoire du fait de leur appartenance à la zone franc explique les difficultés rencontrées pour le financement des investissements privés durant les deux premières décennies (1960-1980) de l'évolution économique de ce pays.

Les effets combinés des réformes du système bancaire et financier à partir de 1989 grâce au PASFI et la dévaluation du franc CFA en 1994, ont eu un impact positif réduit. Malgré la promotion de la mobilisation de l'épargne locale préconisée dans le DCPE 1998-2000, l'épargne nationale est demeurée insuffisante pour le financement de la croissance économique.

Par ailleurs, la fixité du taux de change au sein de la zone franc a conduit à une surévaluation du F CFA dont les effets pervers sur la compétitivité externe ont entretenu et alimenté la crise économique durant la période 1981-1993. La dévaluation du franc CFA combinée aux réformes structurelles et aux politiques macro-économiques mises en oeuvre avant le 12 janvier 1994 a permis le retour de la croissance économique.

Pour renforcer la compétitivité externe retrouvée grâce à la dévaluation, des mesures ont été prises au niveau de la politique commerciale ; il s'agit notamment de la libéralisation partielle des

prix, de la réduction des tarifs douaniers et des exonérations, de l'harmonisation des tarifs au niveau régional, de la libéralisation de l'importation de certains produits, etc. Malgré cette compétitivité-prix depuis l'ajustement monétaire, il convient de souligner la détérioration permanente des termes de l'échange.

CHAPITRE II : POLITIQUE DES IDE ET DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Dans le souci d'attirer les Investissements Directs Etrangers, la Côte d'Ivoire a adopté le 3 Août 1995 un nouveau code des investissements qui est particulièrement plus incitatif. Nous faisons un aperçu sur la typologie des investissements ainsi que les forces et les faiblesses de cette politique.

1. TYPOLOGIE DES IDE

Dès son accession à l'indépendance, la Côte d'Ivoire a résolument opté pour le libéralisme économique. Afin de susciter et d'orienter l'initiative privée vers le secteur industriel, la Côte d'Ivoire a mis en place un régime d'investissements privés particulièrement incitatif, reposant pour l'essentiel sur le code des investissements mis en place à partir de 1959. Ce code a été modifié pour une première fois en 1984 et le gouvernement a adopté plus tard un nouveau code des investissements.

Le nouveau code des investissements, objet de la Loi 95-620 du 3 Août 1995 répond quant à lui, au souci d'adapter le régime des investissements privés aux nouvelles données de l'économie notamment aux perspectives de croissance. Il a ainsi été précédé d'une série de mesures (allègement fiscal), destinées à accroître la compétitivité de l'économie ivoirienne. Mieux que les codes précédents, le nouveau code est, tout à la fois, ouvert, particulièrement incitatif, transparent et d'accès aisé.

C'est un code ouvert parce qu'il permet à tout investisseur, constitué sous forme de société ou d'entreprise individuelle, de nationalité ivoirienne ou étrangère, résident ou non résident d'être éligible aux différents régimes mis en place dès lors qu'il en remplit les conditions. C'est un code incitatif, parce que les avantages consentis sont plus substantiels que par le passé. C'est également un code transparent. Les conditions qu'il pose sont, en effet, bien identifiées et identiques pour tous. C'est aussi un code dont l'accès a été très largement facilité.

C'est enfin un code dont le respect scrupuleux des dispositions est désormais mieux garanti pour l'investisseur qui dispose, outre les recours en usage en la matière (recours judiciaire ou recours arbitral), d'un recours devant la Commission Nationale pour la Promotion des Investissements

(COM-INVEST). Cette commission a notamment pour mission de veiller à l'application effective des délais d'octroi des avantages du code.

Le nouveau code prend mieux en compte le souci des pouvoirs publics de renforcer la compétitivité des entreprises installées en Côte d'Ivoire, en rendant les différents secteurs d'activité plus attractifs. Ainsi deux régimes d'incitations distincts sont institués: le régime de déclaration des investissements et le régime d'agrément des investissements.

Le régime de la déclaration d'investissement permet à tout investissement relatif à des créations d'activités nouvelles, quel que soit le montant, sous 48 heures maximum et de manière quasi-automatique d'être éligible aux avantages prévus par le Code sur une simple déclaration de l'investisseur attestée par le CEPICI. Ce régime s'adresse à tous les secteurs d'activité hormis ceux du Transport, du Commerce, du Bâtiment et des Travaux publics et des Finances.

Le régime d'agrément à l'investissement s'adresse quant à lui aux investissements dont le montant est supérieur à 500 millions de F CFA. Il s'adresse également à tous les secteurs d'activité (création d'activité nouvelle ou développement d'activité existante) à la seule exception des secteurs des Finances, du Bâtiment et des Travaux publics. Il prend en compte tous les investissements, quelle qu'en soit la nature (création ou développement d'activité).

Le code des investissements offre des avantages fiscaux aux entreprises déclarées éligibles. Ces avantages concernent les mesures suivantes : mesures applicables à la déclaration des investissements ; mesures applicables à l'agrément des investissements et les avantages conférés selon les zones.

Le principe de la modulation de la durée des avantages en fonction de la zone d'implantation est maintenu mais les zones sont ramenées à deux : la zone A et la zone B. La zone A concerne le district d'Abidjan et la zone B concerne le reste du pays. La durée des avantages est de 5 ans pour les investissements réalisés en zone A et de 8 ans pour ceux réalisés en zone B. Ces durées sont majorées des délais de réalisation.

Enfin, le nouveau Code offre d'importantes garanties aux investisseurs. Ces garanties sont :

- le traitement égalitaire entre investisseurs nationaux et étrangers ;
- la libre transférabilité hors Côte d'Ivoire des revenus de toute nature générés par l'investissement, y compris le cas échéant les bonis de liquidation;
- le recours judiciaire, arbitral ou administratif que l'investisseur jugera bon de mettre en oeuvre pour le règlement des différends qui naîtraient de son application entre des personnes étrangères et la République de Côte d'Ivoire, y compris la saisine du Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (CIRDI) ;
- le recours administratif porté directement devant une commission spécialisée créée à cet effet, la Commission nationale pour la Promotion des Investissements (COM-INVEST), dont la mission est de veiller au respect des dispositions du code des investissements et notamment des délais.

2. FORCES ET FAIBLESSES DE LA POLITIQUE DES INVESTISSEMENTS

Le gouvernement ivoirien s'est doté d'un cadre institutionnel favorable à la promotion des investissements depuis l'indépendance. Il s'est manifesté d'une volonté politique d'inciter les investisseurs à investir davantage au pays. Parmi les forces de la politique des investissements, on peut citer :

- la mise en place des structures, des organismes et des centres de promotion des investissements ;
- l'adoption d'un nouveau code des investissements en 1995.

Les faiblesses de cette politique sont liées entre autres à :

- la crise socio politique de 1999 ;
- la faible représentativité des structures dans le Comité Technique des Investissements ;

- la faiblesse en matière de données statistiques (type d'IDE, répartition spatiale, répartition sectorielle, etc.) : cette faiblesse ne permet pas d'avoir une meilleure visibilité des IDE et orientation des décideurs.
- l'actualisation du Code des Investissements : le Code des Investissements qui a été élaboré en 1995 n'est plus d'actualité du fait de la crise sociopolitique. Il a besoin d'être actualisé pour prendre en compte les effets pervers de la crise sociopolitique (déplacements de populations, chômage, insécurité, pauvreté grandissante, etc.).

L'histoire économique nous révèle que l'économie ivoirienne a eu plusieurs phases : phases de croissance et de décroissance. Pour orienter l'activité économique au sens souhaité, la Côte d'Ivoire a adopté plusieurs mesures de politique économique en fonction de ses priorités. Ceci étant, nous feront un aperçu sur l'historique de la croissance économique, les priorités de l'Etat en matière de croissance économique, la cohérence entre la politique de croissance et celle des IDE et l'évolutions des indicateurs économiques.

3. HISTORIQUE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

En empruntant la logique Rostowienne de la division du processus de la croissance économique en plusieurs étapes (cinq), on peut recourir à deux périodes pour analyser l'histoire économique de la Côte d'Ivoire : les deux premières décennies (1960-1980) correspondent à la première phase et les deux dernières décennies (1981-2000), la seconde étape. Cette seconde étape se prolonge jusqu'à nos jours.

La première période (1960 à 1980) a connu deux étapes : de (1960-1970) et de (1971-1980). La première phase de cette période (1960-1970) est qualifiée de « miracle ivoirien » puisqu'elle a enregistré des taux de croissance élevé (autour de 10% en moyenne). Durant la seconde étape de cette période (1971-1980), l'économie ivoirienne a été confrontée à beaucoup de difficultés et s'est essoufflée dans sa « marche vers la maturité » (avec un taux de croissance en moyenne de 5,8%).

Contrairement à la période de « miracle ivoirien», la période (1981-2000) a été une période d'incertitudes dans la mesure où elle a connu une crise profonde de 13 années (1980-1993 avec un taux de croissance moyenne de 0,54%). La dévaluation du franc CFA en 1994 a permis à la

Côte d'Ivoire, grâce entre autre à la compétitivité retrouvée, de renouer avec la croissance de 1994 à 1999. Le coup d'Etat militaire du 24 Décembre 1999, a entraîné un repli économique et l'année 2000 s'est soldée par une croissance du PIB de -2,3%.

4. PRIORITES DE L'ETAT EN MATIERE DE POLITIQUE ECONOMIQUE

Au lendemain de son indépendance, la Côte d'Ivoire a choisi sans ambiguïté la voie du libéralisme qui, au plan de la vie économique, repose sur les principes de la propriété privée des moyens de production et de l'ouverture sur l'extérieur.

Durant la période (1960-1980), l'interventionnisme étatique s'est exprimé dans le cadre d'une planification indicative dont les méthodes plus prospectives et opérationnelles, ont défini un ensemble cohérent et réaliste d'objectifs et de moyens qui ont permis d'enclencher le «décollage» de l'économie.

Au cours de la deuxième période (1981-2000), la libéralisation politique s'est couplée à la libéralisation économique. En effet, en arrière-plan de l'application des différents programmes d'ajustement structurel (1981-1990), de stabilisation et de relance économique (1991-1993), les principales réformes institutionnelles visaient à retrouver les « lois du marché » concernant la libéralisation du commerce, la réduction du rôle de l'Etat, le dégraissage des entreprises publiques et parapubliques, le recours à la privatisation.

La trajectoire de la croissance économique ivoirienne a également été influencée par les politiques macroéconomiques et sectorielles mises en oeuvre durant les deux grandes étapes.

Au niveau global, des instruments de la politique économique sont utilisés pour réaliser un rythme de croissance élevé, créer les conditions d'une relance économique et pour assurer une croissance saine et durable. C'est ainsi que sur le plan budgétaire, d'importants investissements publics ont été réalisés dans les secteurs de l'agro-industrie, minier et des infrastructures consécutivement à la manne cacaoyère.

L'accroissement des dépenses publiques malgré la baisse des recettes d'exportation due aux chocs extérieurs au cours des années 1970, a entraîné un déficit des finances publiques et un surendettement de l'Etat car celui-ci a dû recourir à l'emprunt extérieur pour faire face au déficit budgétaire.

L'engagement d'une stricte discipline budgétaire et financière lors de la décennie 1970-1980 n'ayant pas été respecté, les périodes d'ajustement structurel vont se caractériser par une réduction des dépenses publiques par une série de mesures dont notamment la diminution des investissements publics, la consolidation du compte du secteur public, les privatisations, les blocages des salaires des fonctionnaires et agents de l'Etat, la réduction des subventions de l'Etat aux entreprises publiques, etc.

Pendant la période post dévaluation, l'amélioration de la situation budgétaire consécutive à l'amélioration des recettes de l'Etat et la maîtrise des dépenses publiques, a permis à l'Etat d'accélérer le processus de remboursement des dettes intérieures et de faire face aux échéances de sa dette extérieure. En conséquence, les investissements qui se sont accrus, ont consolidé le processus de la croissance économique en cours. Les mesures prises pour renforcer les recettes budgétaires relèvent de la politique fiscale dont l'évolution est très contrastée : une période de fiscalisation suivi d'une phase de défiscalisation.

La phase de fiscalisation accrue correspond aux deux premières décennies (1960-1980) de développement de la Côte d'Ivoire, les recettes fiscales d'exportation ont joué un rôle déterminant dans la croissance économique grâce à une intervention massive de l'Etat.

L'étape de la défiscalisation qui a véritablement commencé avec l'exécution du PASCO en 1991, s'est caractérisée par une baisse des taux sur les bénéfices industriels et commerciaux, une diminution de la contribution employeur sur salaire du personnel ivoirien, une suppression de certains impôts indirects et des droits d'entrée sur les intrants destinés au secteur agricole, etc. Pendant la période post-dévaluation, l'Etat a entrepris une défiscalisation accrue exercée sur le secteur productif en vue de renforcer le rôle du secteur privé dans le processus de la croissance économique.

Les politiques sectorielles mises en oeuvre ont largement influencé le rythme et l'ampleur de la croissance économique. On note par exemple qu'au niveau du secteur agricole, la stratégie de la diversification de la production agricole a permis d'une part, de nourrir une population de plus en plus nombreuse du fait de la remarquable croissance démographique et l'urbanisation accélérée et d'autre part, d'alimenter les caisses de l'Etat par des devises issues de la vente des nouveaux produits d'exportation (palmier à huile, coton, ananas, caoutchouc, etc.). La diversification des cultures a aussi permis de jeter les bases de l'industrialisation de la Côte d'Ivoire dans la mesure où des complexes agro-industriels ont été créés autour des nouvelles cultures.

Au niveau industriel, la croissance a été remarquable avec un taux nettement supérieur à celui du secteur primaire et même celui du PIB au cours des deux premières décennies (1960-1980). La relative performance de l'industrie ivoirienne pendant cette période s'explique par l'apport des capitaux étrangers et par la mise en place d'organismes étatiques de financement industriel.

5. COHERENCE DES POLITIQUES

En Côte d'Ivoire, les efforts d'amélioration des conditions de vie des populations ont été inscrits en 2002 dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) intérimaire. Ce Document a été reconnu comme l'unique cadre de référence des politiques et stratégies de développement à moyen terme et le référentiel des négociations avec l'ensemble des partenaires techniques et financiers.

Les objectifs visés par le Gouvernement dans ce document sont les suivants : (i) renforcer et consolider la croissance économique ; (ii) réduire la proportion des ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté; (iii) assurer de façon équitable l'accès des populations aux services sociaux de base et à un cadre de vie décent; (iv) réduire les inégalités et les disparités régionales et locales.

Les secteurs prioritaires demeurent la santé, l'éducation, les infrastructures de base et le développement rural. Le DSRP fait mention de six axes prioritaires : (i) assainissement du cadre macroéconomique ; (ii) décentralisation ; (iii) promotion du secteur privé et le soutien au développement rural ; (iv) amélioration de l'accessibilité équitable et de la qualité des services

sociaux de base ; (v) bonne gouvernance et le renforcement des capacités ; et (vi) la sécurité des biens et des personnes.

La politique du gouvernement en matière des IDE définit clairement les domaines concernés par les IDE, les exonérations et avantages liés à ceux-ci. Dans le DSRP intérimaire, l'un des objectifs visait à renforcer et consolider la croissance économique en Côte d'Ivoire. Fondamentalement, les domaines cités dans le code des investissements sont pris en compte dans le DSRP donc il y a une cohérence entre IDE et la politique de croissance économique en Côte d'Ivoire.

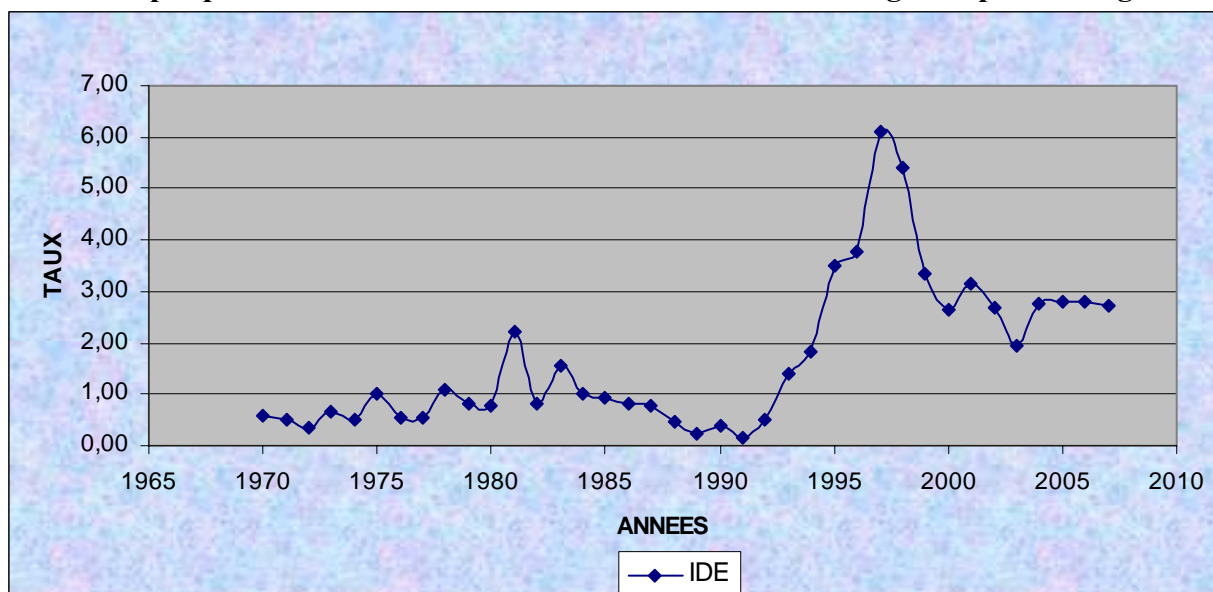
Au niveau des disparités régionales et décentralisées, le Code des Investissements de la Côte d'Ivoire spécifie en son article 22 la division du territoire national en deux zones d'investissement (A et B). En effet, la politique des IDE est assez explicite en termes d'avantages selon les deux zones (A et B). En cela, le Code des Investissements est assez incitatif pour motiver les investisseurs à s'intéresser davantage aux autres régions autres que le district d'Abidjan où la pauvreté est de plus en plus grandissante. Donc, aux niveaux national et régional, on note aussi une cohérence entre la politique des IDE et la politique de croissance économique.

6. EVOLUTION DES INDICATEURS EN COTE D'IVOIRE

De l'indépendance à nos jours les indicateurs macroéconomiques de la Côte d'Ivoire ont connu des grandes phases : les phases d'expansion et les phases de récession. La période (1960-1970) qualifiée de « miracle ivoirien⁴ » a enregistré un taux de croissance moyen élevé. Durant la période (1971-1980), l'économie ivoirienne a été confrontée à des difficultés économiques provoquant ainsi un essoufflement dans sa « marche vers la maturité ». De (1981-1993) elle est encore retombée dans une crise économique grave et après la dévaluation du franc CFA en 1994, nous notons une reprise des activités économiques mais interrompue par le coup d'Etat militaire de Décembre 1999.

⁴ C'est la période où tous les indicateurs évoluaient à la hausse

➤ **Graphique 1 : Evolution de l'Investissement Direct Etranger en pourcentage du PIB**



Source : L'auteur à partir des données de la DCPE/Agence BCEAO C.I.

Le graphique 1 montre l'évolution de l'IDE en Côte d'Ivoire de 1970 à 2007. Cette évolution a été erratique et liée au niveau de l'activité économique du pays. Elle permet de mettre en évidence plusieurs périodes caractéristiques. De l'indépendance en 1960 jusqu'en 1973 l'Investissement Direct Etranger n'a cessé de croître et en 1973 il est ressorti en pourcentage du PIB à 0,67%. Cette croissance s'explique par le « miracle ivoirien ». De 1974, l'IDE en pourcentage du PIB a légèrement augmenté jusqu'en 1977 passant de 0,49% à 0,54%. A partir de 1978, il a connu un essor remarquable, il est passé de 1,1% en 1978 à 2,21% en 1981 suite à l'envolée des cours du café et du cacao sur le marché international.

A partir de 1982, l'économie ivoirienne est tombée dans une crise grave (endettement excessif, difficulté budgétaire, détérioration du solde commercial, etc.) entraînant un repli des investisseurs étrangers. Dans cette période, l'IDE a chuté de façon continue et assez drastique jusqu'en 1992. En pourcentage du PIB, il est passé de 0,81% à 0,76% et de 0,15% à 0,52% respectivement sur les périodes 1982, 1987, 1991 et 1992.

A partir de 1994, à la faveur de la dévaluation du FCFA intervenue en janvier 1994, l'économie ivoirienne montre les signes d'une reprise de l'activité économique. Le retour de la croissance, de

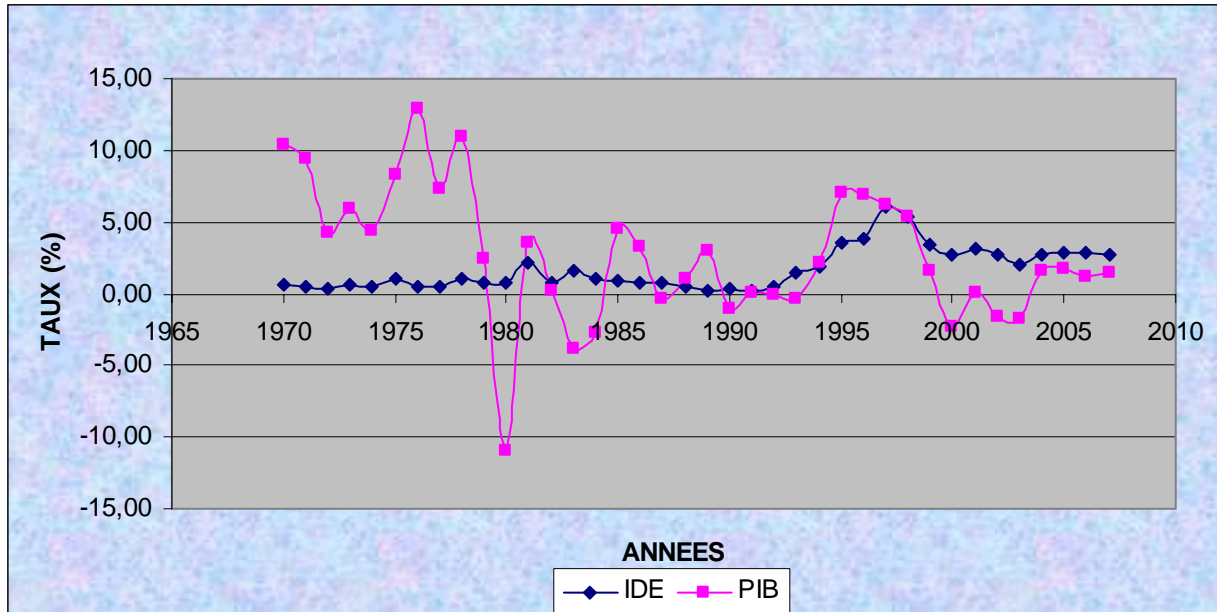
l'aide internationale, la volonté du gouvernement de créer un cadre plus incitatif aux investisseurs étrangers (l'adoption d'un nouveau code des investissements en 1995) a permis d'accroître l'entrée des IDE. L'évolution des IDE s'est caractérisée par un développement plus important des indicateurs macroéconomiques. En pourcentage du PIB, il est passé de 1,83% en 1994 à 3,5% en 1995 et de 3,78% en 1996 à 6,09% en 1997.

L'année 1999 marque une ère nouvelle dans la vie politique et économique de la Côte d'Ivoire. Le coup d'Etat de Décembre 1999 instaure un climat d'incertitude économique et politique qui va être préjudiciable à l'économie nationale. L'ensemble des projets d'infrastructures publiques programmés dans le cadre des « douze travaux de l'éléphant d'Afrique⁵ » va être gelé, réduisant du coup les flux des capitaux privés liés à la réalisation de ces projets.

On assiste alors à un ralentissement des IDE qui, pourtant, étaient appelés à jouer un rôle important dans la nouvelle politique de refondation initiée par le nouveau régime arrivé au pouvoir en octobre 2000. Il est passé de 3,36% en 1999 à 2,72% en 2007, soit une baisse de 0,64%. Cette baisse s'explique par le climat d'incertitudes économique et politique qui ne donne pas totalement confiance aux investisseurs étrangers.

⁵ Ce programme était lancé par le gouvernement Bédié et couvrait la période 1996-2000. Il concernait douze grands travaux : agrandissement de l'aéroport d'Abidjan, autoroute Abidjan-Yamousoukro et voie express Abidjan-Bassam, pont à péage Riviera- Marcori, etc.

➤ **Graphique 2 : Evolution comparée des IDE (en % du PIB) le taux de croissance du PIB réel**



Source : L'auteur à partir des données de la DCPE/Agence BCEAO C.I.

Le graphique 2 montre l'évolution de l'IDE et le PIB réel de 1970 à 2007. Le PIB représente la valeur monétaire des biens et services produits par les unités productrices résidentes au cours d'une période donnée, généralement l'année. On distingue le PIB nominal (courant ou en valeur) et le PIB réel (constant ou en volume). Le premier intègre l'évolution du coût de la vie, tandis que le second est déflaté par l'indice des prix à la consommation. Le PIB réel traduit le dynamisme de l'économie d'un pays. Dans ce commentaire, nous nous intéressons uniquement à l'évolution de l'IDE en pourcentage du PIB et celui du PIB en terme réel.

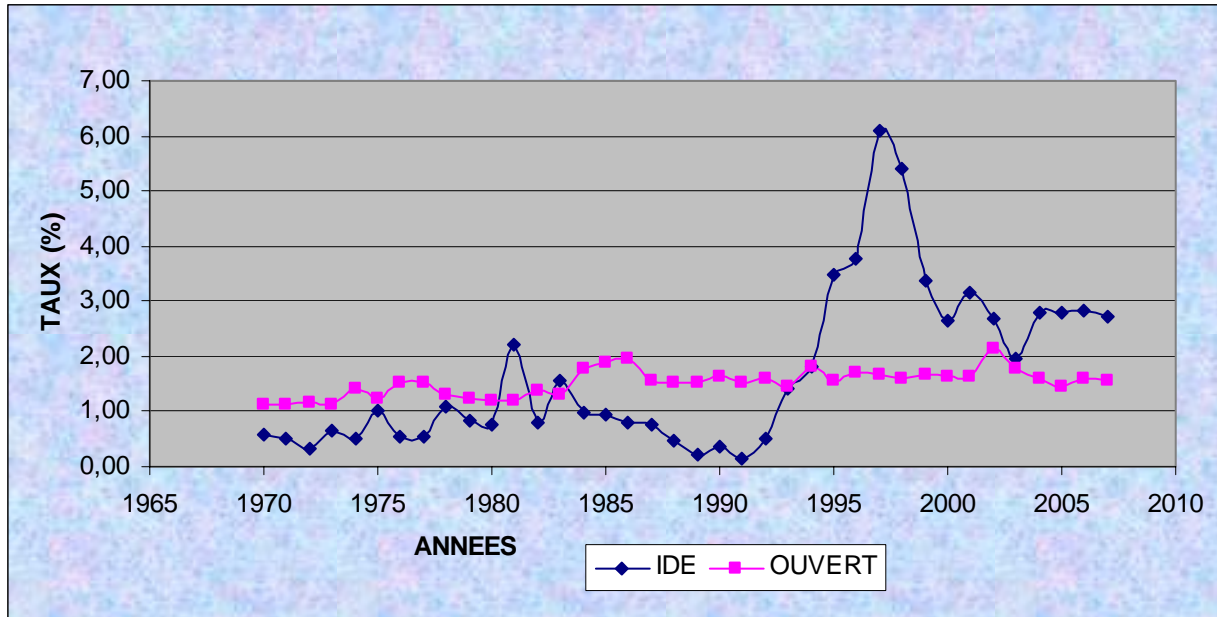
L'un des objectifs de l'Etat ivoirien sur la période 1970-1980 était de poursuivre la croissance obtenue pendant la période qualifiée de « miracle ivoirien » (il s'agit de la période 1960-1970). Pour atteindre cet objectif très ambitieux, le choix des investissements était porté sur les financements publics. L'Investissement Direct Etranger était plus ou moins stable sur cette période. Tandis que le taux de croissance du PIB est ressorti positif à 8,19% en moyenne sur la période 1970-1979. En 1980, il a chuté à -10,96% suite à la crise économique sur les secteurs clefs de l'économie.

Contrairement à la période précédente, la période 1981-2000 a été une période d'incertitudes. Le taux de croissance du PIB est ressorti négatif en 1983 et 1984 (respectivement -3,9% et 2,7%) suite à l'effet conjugué de la sécheresse de 1982-83 et de la détérioration des cours du café et du cacao sur les marchés mondiaux. Cette crise a réduit les recettes en devises de la Côte d'Ivoire ainsi que les prélèvements fiscaux et parafiscaux. L'appréciation du dollar et la hausse des taux d'intérêt sur la période ont renforcé le déficit des finances publiques. De 1981-2000, les deux indicateurs suivent à peu près le même rythme d'évolution. Sur la période 1990-1993, ils sont ressortis avec un signe négatif en moyenne (respectivement -0,4% et -0,21%).

Ainsi, avec la dévaluation du franc CFA (décidé de commun accord avec les autres membres de la zone franc le 12 janvier 1994), l'économie ivoirienne a retrouvé le sentier de la croissance (6,4% en moyenne sur la période 1995-1998) mettant ainsi fin à la morosité des années précédentes. La période post dévaluation a été marquée par le désengagement de l'Etat dans les secteurs productifs et la poursuite des réformes sectorielles.

Le code des investissements adopté en 1995 devrait attirer d'avantage les capitaux étrangers. La période 1995-1997 a été une période qui a connu forte entrée d'IDE en Côte d'Ivoire. En 1997 la Côte d'Ivoire a atteint son plus haut niveau de l'IDE, en pourcentage du PIB, il est ressorti à 5,62%. Ce qui est le fruit de la politique d'incitation à travers la relecture du Code des investissements qui s'est opérée en 1995. Le cycle de la croissance retrouvé a été interrompu par le coup d'état militaire de décembre 1999 et le taux de croissance du PIB est ressorti négatif avec -2,3% en 2000 et stagne autour de 0,23% en moyenne sur le reste de la période d'étude.

➤ **Graphique 3 : Evolution comparée des IDE/PIB et le taux de Couverture**

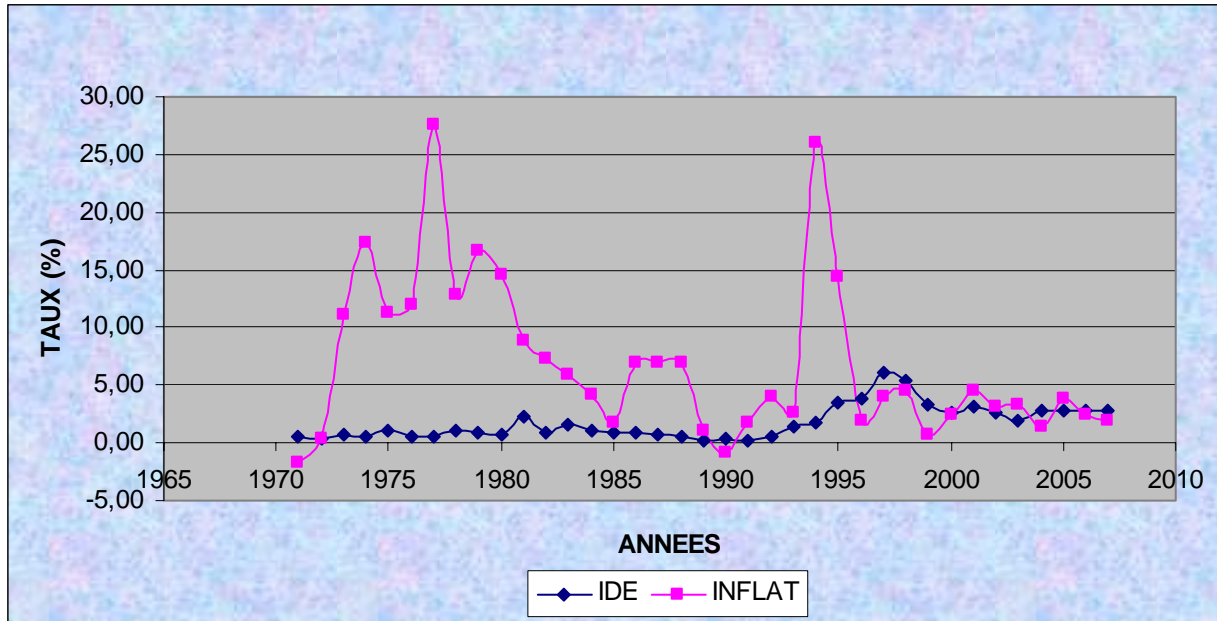


Source : L'auteur à partir des données de la DCPE/Agence BCEAO C.I.

Le graphique 3 présente l'évolution des IDE/PIB comparée à celle du taux de couverture économique. Le commerce extérieur a connu une tendance stable sur toute la période d'analyse excepté les périodes 1981-1982, 1995-1999 et 2002-2003. La période 1981-1982 a enregistré un faible pourcentage (respectivement 1,2% et 1,36%) due à la baisse des cours des produits primaires sur le marché international. La seconde 1995-1999 correspond à une période où le taux d'ouverture économique était très élevé (1,64% en moyenne) par rapport à la première période. Cette évolution s'explique par les effets des reformes de la période post dévaluation. Sur la période 2002-2003, il est ressorti respectivement à 2,15% et 1,79% suite à la remontée des prix du cacao en fève de 45 % et du cacao en produits transformés de 35 % sur le marché international.

En 2007, le taux couverture s'est établi à 1,55% contre 1,58% en 2006, soit une légère baisse de 0,03%. Cette baisse est en liaison avec le recul des exportations du cacao et de celles du pétrole brut (en raison d'un ensablement des puits). L'évolution du commerce extérieur a été plus ou moins analogue que celle des IDE sur la période d'étude.

➤ **Graphique 4 : Evolution des IDE/PIB et du taux d'inflation**



Source : L'auteur à partir des données de la DCPE/Agence BCEAO C.I.

Le graphique 4 met en lumière l'évolution du taux d'inflation en Côte d'Ivoire sur la période d'étude. De façon générale, la tendance de cette variable reste dominée par une alternance entre hausse et baisse du niveau général des prix, avec de fortes fluctuations de 1970 à 1980, sous les effets de la forte croissance économique de l'époque et en 1994 et 1995 avec la dévaluation du franc CFA où on a enregistré les taux les plus élevés en Côte d'Ivoire (avec respectivement 25,97% et 14,32%). A partir de 1996, l'évolution des prix a connu une relative stabilité.

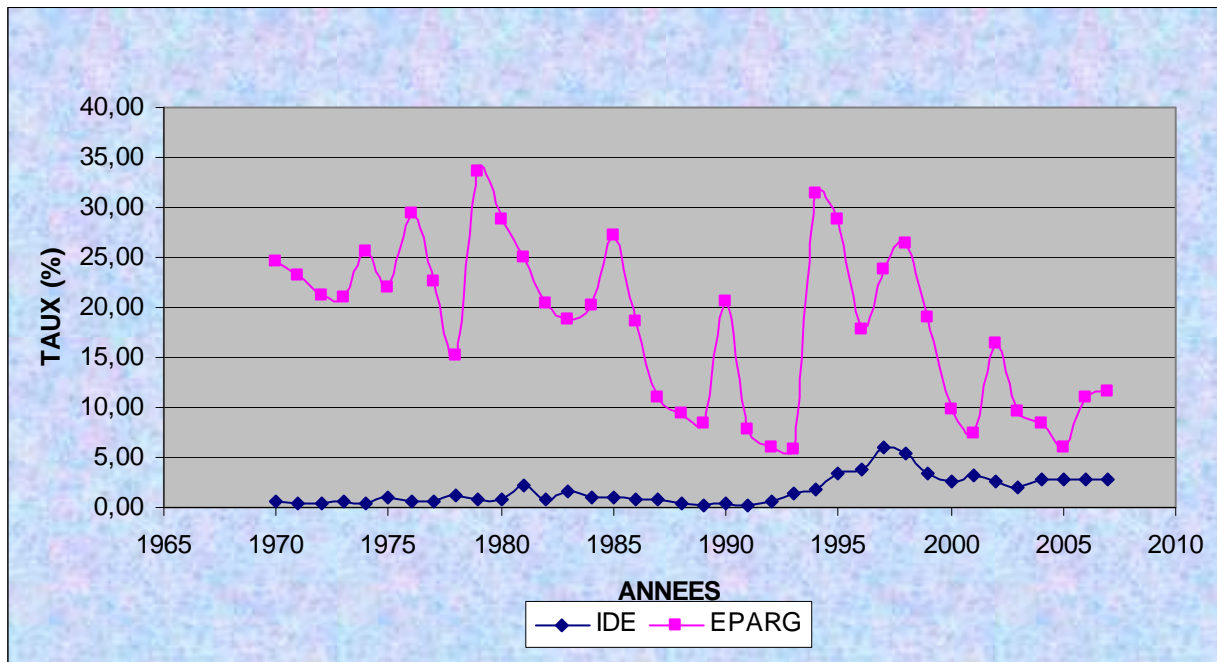
Cependant la norme communautaire de 3% est souvent dépassée sur la période d'étude, notamment 4,97% en moyenne (1970-1980), 5,55% en moyenne (1981-1990), 6,65% en moyenne (1991-2000). Sur la période 2001-2007, la norme communautaire a été respectée avec 2,94% en moyenne.

En 2000, l'évolution des prix a été modérée grâce à une plus grande disponibilité de produits vivriers sur les marchés. Ce fait s'explique par la bonne pluviométrie observée. Malgré le relèvement des prix sur le marché pétrolier, le taux d'inflation annuel moyen a été de 0,8 % en 1999 contre 4,5 % l'année précédente.

Le taux d'inflation annuel est passé de 4,5% en 2001 à 3% en 2002 suite à la baisse des prix des produits pétroliers intervenue en février 2002. En 2005, 2006 et 2007 il est ressorti respectivement à 3,9%, 2,5% et 1,9%. Cette évolution est en rapport avec un meilleur approvisionnement des marchés en produits alimentaires ayant atténué l'effet de la hausse des prix des produits pétroliers (notamment les céréales non transformés, les légumes et les fruits, etc.) et les mesures prises par le gouvernement pour contenir les pressions sur les prix des produits de grande consommation.

Dans la littérature économique, l'unanimité est presque totale en admettant l'effet négatif de l'inflation sur la croissance, tant elle érode le pouvoir d'achat et contribue à l'augmentation du prix de revient des produits nationaux destinés à l'exportation, qui deviennent non compétitifs par rapport aux produits étrangers, ce qui handicape l'exportation et affecte la balance commerciale.

➤ **Graphique 5 : Evolution des IDE/PIB et du Taux d'Épargne**

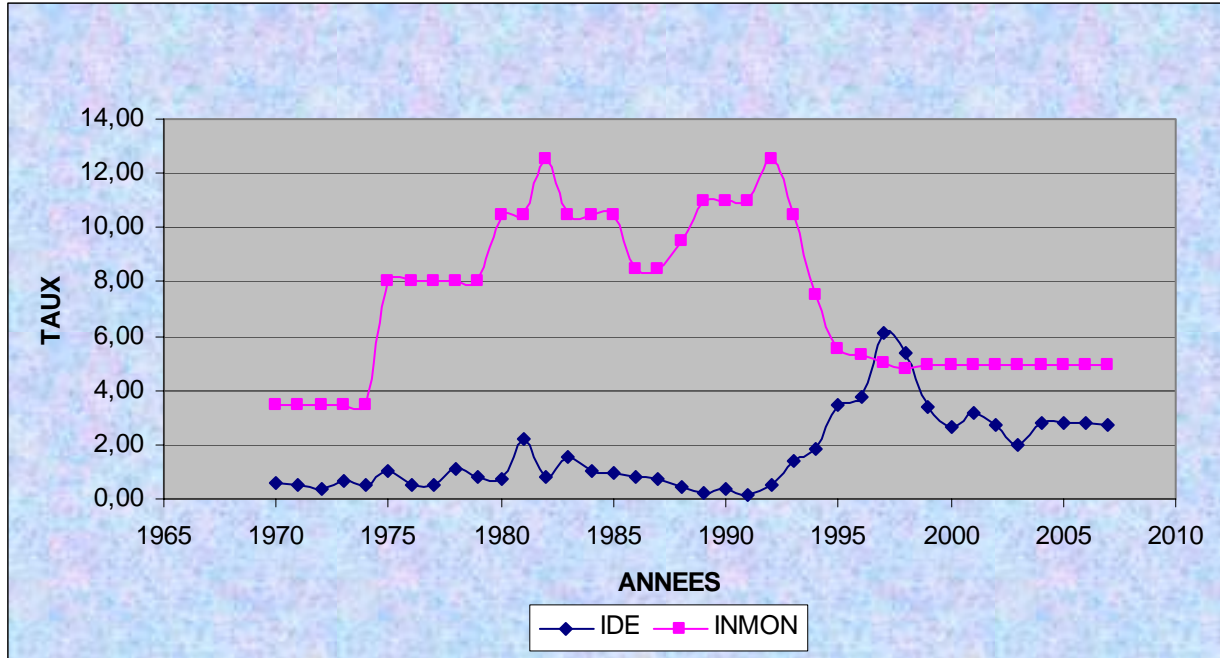


Source : L'auteur à partir des données de la DCPE/Agence BCEAO C.I.

L'épargne domestique en pourcentage du PIB évolue en dents de scie et suit une tendance haussière sur toute la période d'étude. Les plus forts taux ont été enregistrés en 1979 et 1994 avec respectivement 33,63% et 31,39%. Ces hausses s'expliquent par le ralentissement des investissements domestiques autrement dit les agents économiques ont gardé leur argent dans les

banques sous forme d'épargne. Les IDE ont évolué conformément à cette tendance mais ils ont été plus ou moins stables sur toute la période.

➤ **Graphique 6 : Evolution des IDE/PIB et du Taux d'Intérêt Monétaire**



Source : L'auteur à partir des données de la DCPE/Agence BCEAO C.I.

Le graphique 6 met en lumière une évolution très instable du taux d'intérêt monétaire avec trois périodes de très forte croissance. D'abord, entre 1970 et 1974, le taux d'intérêt monétaire croît à un rythme de 3,5% en moyenne. Ensuite, entre 1975 et 1994, il croît plus vite que la période précédente, avec un taux moyen de 9,75%. Puis entre 1995 et 2007, il croît avec un taux relativement modéré avec 5,02%.

DEUXIEME PARTIE : ESTIMATION ECONOMETRIQUE

CHAPITRE I: DEMARCHE ECONOMETRIQUE

Ce chapitre décrira intégralement une démarche logique dans le but d'obtenir des résultats satisfaisants. Ceci étant, nous commençons d'abord à spécifier notre modèle. Ensuite nous décrivons la source des données et notre approche méthodologique et enfin nous analysons la stationnarité des séries pour déterminer le niveau d'intégration des variables.

1. SPECIFICATION DU MODELE

Le point de départ dans toute recherche économétrique est la spécification du modèle. Cette spécification implique la détermination de la variable expliquée et des variables explicatives du modèle, les signes des paramètres, la forme mathématique du modèle (l'équation du modèle).

Le cadre théorique de notre modèle s'inscrit dans celui de l'approche de l'adaptation institutionnelle développée par Wilhelms (1998) et qui trouve son origine dans l'école de l'intégration. Cette approche stipule que l'IDE est déterminé par des variables institutionnelles qui se prêtent plus au changement, à savoir les politiques, les lois et leur application.

Selon la théorie de l'adaptation institutionnelle, l'efficacité des politiques d'attractivité dépend du cadre institutionnel dans lequel elle est planifiée et exécutée. L'approche de l'adaptation institutionnelle parvient à accorder un rôle important à l'Etat en coopération avec le marché dans le contexte des pays en développement.

Ainsi, la variable endogène est représentée par les entrées des Investissements Directs Etrangers en pourcentage du PIB. Les variables explicatives du modèle sont le taux de croissance du PIB réel, le taux de couverture, le taux inflation, l'épargne nationale en pourcentage du PIB et le taux d'intérêt monétaire.

Notre modèle économétrique est de type log- linéaire et s'inspire de celui de B. Mansouri (2003), basé sur le modèle de Solow. Il se présente comme suit :

$$\text{Log (IDE)} = \alpha_0 + \alpha_1 * \text{Log (PIB)} + \alpha_2 * \text{Log (OUVERT)} + \alpha_3 * \text{Log (INFLAT)} + \alpha_4 * \text{Log (Epar)} + \alpha_5 * \text{Log (INMON)} + \varepsilon_t \text{ où :}$$

- **IDE** est l'investissement direct étranger en pourcentage du PIB;
- **PIB** est le taux de croissance du produit intérieur brut en termes réel ;
- **OUVERT** est le taux de couverture économique (exportation/importation)
- **INFLAT** est le taux d'inflation ;
- **EPARG** est l'épargne nationale en pourcentage du PIB ;
- **INMON** est le taux d'intérêt monétaire
- α_0 est une constante
- $\alpha_1, \alpha_2, \alpha_3, \alpha_4$, sont des élasticités et ε_t le terme d'erreur.

2. COLLECTE DES DONNEES ET APPROCHE METHODOLOGIQUE

Les données de la présente étude proviennent de la Direction de la Conjoncture et de la Prévision Economiques, de l'Agence Principale de la BCEAO de la Côte d'Ivoire et du Centre de Promotion des Investissements de la Côte d'Ivoire. Elle couvre la période de 1970-2007. Toutes les variables sont prises en termes réels. Le logiciel utilisé pour l'estimation est Eviews 5.

L'approche méthodologique de la relation IDE-Croissance Economique exige la mise en œuvre de techniques économétriques rigoureuses. Pour obtenir des estimations non fallacieuses des relations de causalité dans un cadre statistique stationnaire, il est nécessaire de recourir d'abord à un protocole de tests statistiques préliminaires.

Ainsi, la méthodologie économétrique que nous adoptons se réalise en quatre étapes. La première étape consiste à faire l'étude de la stationnarité des séries en vue de déterminer leurs ordres d'intégrations. La deuxième étape teste l'existence d'une relation de cointégration entre les variables. Ces deux étapes sont essentielles pour la troisième et la quatrième étapes. La troisième consiste à estimer les paramètres du modèle et la quatrième permet de faire les différents tests (test de causalité, la décomposition de la variance, test sur les résidus). Avant toute estimation multivariée, il est important de stationnariser d'abord toutes les variables.

3. ORDRE D'INTEGRATION ET STATIONNARITE DES SERIES

Une série chronologique est stationnaire si elle ne comporte ni tendance, ni saisonnalité, plus généralement, aucun facteur n'évoluant avec le temps. Ceci étant, nous devons d'abord déterminer l'ordre d'intégration des variables. On dit qu'une variable est intégrée d'ordre p si sa différence d'ordre p est stationnaire c'est-à-dire que sa différence d'ordre p est d'accroissement nul.

Plusieurs tests permettent de mettre en évidence la stationnarité d'une série. Nous mettrons donc en œuvre deux tests: le test de stationnarité de Dickey-Fuller (ADF) et le test de Phillips-Perron (PP). Contrairement au test ADF qui prend en compte uniquement la présence d'autocorrélations dans les séries, le test de PP considère en plus de l'hypothèse de présence d'autocorrélations, une dimension d'hétéroscédasticité dans les séries.

CHAPITRE 2 : TESTS ECONOMETRIQUES

L'économétrie a pour objectif principal l'aide à la prise de décision. Pour atteindre cet objectif, l'économètre doit suivre une démarche logique pour ne pas avoir des résultats biaisés c'est-à-dire de ne pas conduire nos dirigeants à prendre une mauvaise décision. Ce chapitre résume les résultats de notre recherche économétrique : test de stationnarité, test de causalité, la décomposition de la variance et le test sur les résidus.

1. TESTS D'INTEGRATION ET DE STATIONNARITE DES SERIES

La stationnarité renvoie au caractère infiniment persistant des séries à la suite d'aléa. Cette propriété est souhaitée dans le cadre des estimations sur les données temporelles car elle évite les risques de régressions fallacieuses (spurious regressions). Il existe une grande variété de tests de stationnarité des variables. Ces tests comportent tous des biais, ce qui conduit à penser que la détermination de l'ordre d'intégration des variables ne saurait être probante à partir d'un seul test de racines unitaires. C'est pourquoi et compte tenu de l'importance pour la spécification du modèle du caractère stationnaire et de la présence éventuelle d'une tendance déterministe dans les séries, nous pouvons recourir à différents tests de stationnarité : le test usuel de racine unitaire de Dickey-Fuller (ADF), le test de Phillips-Perron (PP), le test de Kwiatkowski, Phillips, Schmidt et Shin (KPSS). Dans notre étude, nous utilisons les deux premiers tests : Dickey-Fuller (ADF) et Phillips-Perron (PP).

Le test KPSS repose sur la décomposition de la série étudiée en une partie déterministe, une marche aléatoire et un bruit blanc. Il s'agit donc d'un test de nullité de la variance du résidu de la marche aléatoire. Ainsi, pour que la série soit considérée comme stationnaire dans le test de KPSS, il faut que la statistique de KPSS soit inférieure à la valeur critique.

Les résultats du test de stationnarité sont résumés dans le tableau ci-après.

Tableau 1 : Résultats des tests d'intégration et de stationnarité des variables

| TEST DE STATIONNARITE (Au seuil de 5%) | | | | | | | | |
|---|---------------|------------------------|----------------------------|--------------------|----------------------------|--------------------|---------------|------------------------|
| Variables | Stationnarité | | Dickey-Fuller (ADF) | | Phillips-Perron | | Stationnarité | |
| | Oui/Non | Ordre d'Intégration | Valeur des Statistiques | Valeur Critique | Valeur des Statistiques | Valeur Critique | Oui / Non | Ordre d'Intégration |
| IDE | Oui | I(1) | -6.2571 | -1.9504 | -6.2567 | -1.9504 | Oui | I(1) |
| PIB | Oui | I(0) | -3.3154 | -1.9501 | -3.2551 | -1.9501 | Oui | I(0) |
| OUVERT | Oui | I(1) | -7.9957 | -1.9504 | -10.2320 | -1.9504 | Oui | I(1) |
| INFLAT | Oui | I(0) | -7.0433 | -1.9501 | -6.0371 | -1.9501 | Oui | I(0) |
| EPARG | Oui | I(1) | -5.8267 | -1.9510 | -12.4684 | -1.9504 | Oui | I(1) |
| INMON | Oui | I(1) | -5.2805 | -1.9504 | -5.2805 | -1.9504 | Oui | I(1) |

Source : L'Auteur à partir des données du modèle

Les résultats du test de racine unitaire de Dickey-Fuller Augmenté (ADF) et celui de Phillips-Perron montrent que le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) et le taux d'inflation (INFLAT) sont stationnaires en niveau. Les autres variables (IDE, OUVERT, EPARG, INMON) sont stationnaires en différence première. Puisque toutes les variables ne sont pas intégrées de même ordre, elles ne peuvent donc pas être cointégrées au sens de Granger selon la théorie économétrique. Ce qui nous guide à choisir un modèle vectoriel autorégressif (VAR).

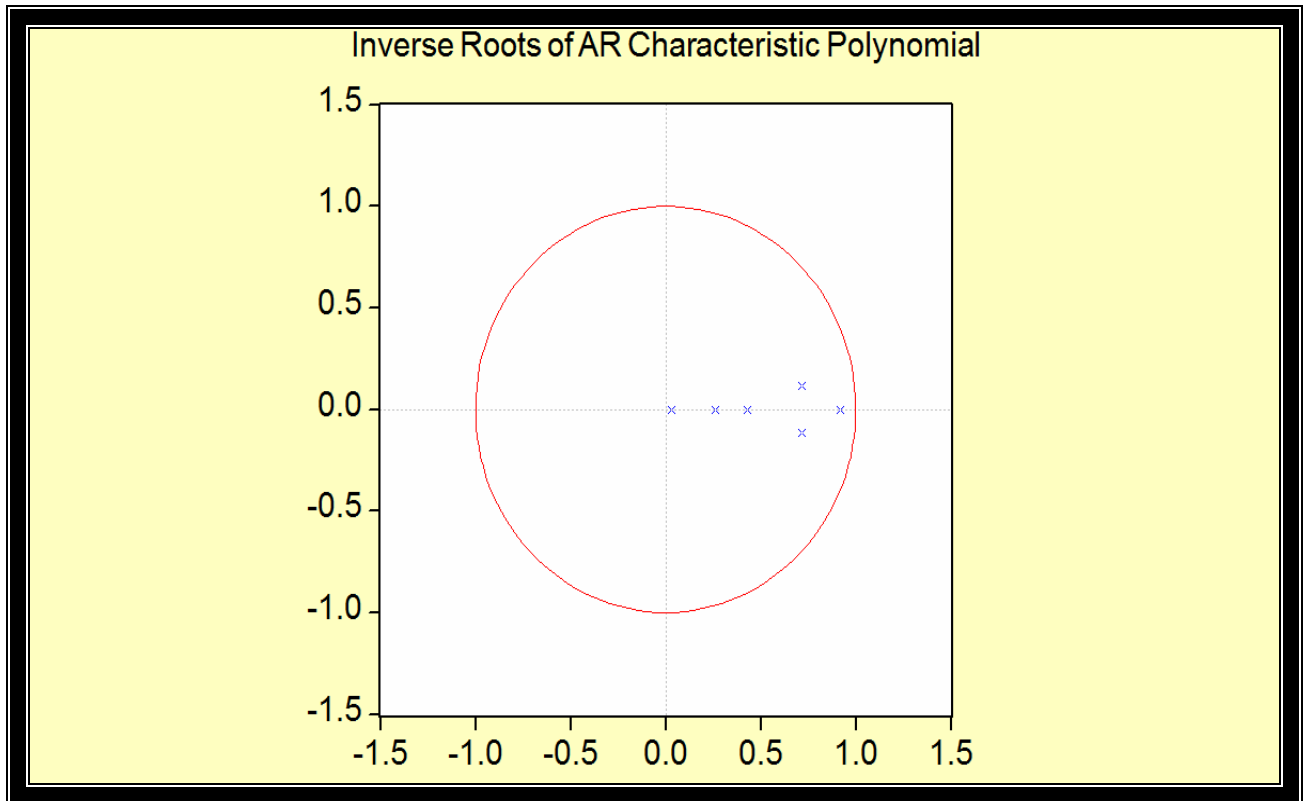
L'intérêt fondamental de la méthode vectorielle autorégressive ou vectorielle à correction d'erreurs est qu'elle nous permet de faire l'étude de la causalité à court ou à long terme de Granger entre l'Investissement Direct Etranger et la croissance économique. Aussi, nous permet elle de voir dans quelle proportion les variables s'autodéterminent par une décomposition de la variance. Le calcul des fonctions impulsionnelles d'un modèle VAR revient à analyser comment la variation à la date t de l'innovation d'une variable d'intérêt va affecter l'ensemble des variables pour les périodes t, t+1, t+2, ...

L'une des principales applications du modèle VAR est d'analyser les effets de politiques économiques sur les chocs. La méthode VAR est utilisée aussi pour les tests de résidus (autocorrélation, homoscédasticité, hétéroscedasticité).

2. STATIONNARITE DU MODELE VAR

Le graphique 7 (ci-dessous) montre que le VAR ainsi défini est stationnaire car les inverses des racines du polynôme caractéristique sont tous situés à l'intérieur du cercle unité. Ce qui veut dire que toutes les valeurs propres sont de module supérieur à 1. Le modèle estimé a des R^2 acceptables et des p values de la statistique de Fisher inférieures à 0.05. Donc le modèle est globalement acceptable.

Graphique 7: Stationnarité du modèle



Source : L'Auteur à partir des données du modèle

Préalablement à l'estimation du modèle, il a fallu déterminer le nombre de retard optimal. Pour ce faire nous avons utilisé la méthode du critère d'information à cause de son accessibilité sur Eviews. Cela a consisté à estimer cinq modèles (du retard 0 au retard 4). Nous avons retenu le nombre de retard qui minimise les critères d'information, soit 1.

Tableau 2 : Estimation du modèle VAR (1)

Vector Autoregression Estimates

Sample (adjusted): 1971 2007

Included observations: 37 after adjustments

Standard errors in () & t-statistics in []

| | IDE | PIB | INFLAT | OUVERT | EPARG | INMON |
|----------------|--------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|
| IDE(-1) | 0.793094 (0.11186) [7.08988] | -0.528565 (0.58715) [-0.90022] | -1.109688 (0.82704) [-1.34176] | 0.057462 (0.02383) [2.41104] | 0.958806 (0.92904) [1.03204] | -0.203805 (0.17965) [-1.13447] |
| PIB(-1) | -0.028406 (0.03274) [-0.86771] | 0.381419 (0.17183) [2.21976] | 0.432008 (0.24203) [1.78492] | -0.000709 (0.00697) [-0.10168] | 0.369177 (0.27188) [1.35784] | -0.038039 (0.05257) [-0.72354] |
| INFLAT(-1) | 0.008093 (0.01005) [0.80568] | 0.007860 (0.05272) [0.14908] | 0.233965 (0.07427) [3.15037] | -5.39E-05 (0.00214) [-0.02518] | 0.053100 (0.08343) [0.63649] | 0.016887 (0.01613) [1.04682] |
| OUVERT(-1) | 0.427348 (0.61595) [0.69380] | 0.817997 (3.23301) [0.25301] | -4.185601 (4.55391) [-0.91912] | 0.469784 (0.13123) [3.57985] | -12.76780 (5.11558) [-2.49587] | -0.919673 (0.98919) [-0.92972] |
| EPARG(-1) | 0.000274 (0.01787) [0.01533] | 0.066977 (0.09380) [0.71404] | 0.060968 (0.13213) [0.46144] | -0.005916 (0.00381) [-1.55370] | 0.388064 (0.14842) [2.61461] | 0.016538 (0.02870) [0.57625] |
| INMON(-1) | -0.042067 (0.05725) [-0.73478] | -0.340482 (0.30050) [-1.13304] | 0.055624 (0.42328) [0.13141] | 0.019779 (0.01220) [1.62156] | 0.522447 (0.47549) [1.09877] | 0.805673 (0.09194) [8.76266] |
| C | 0.094630 (1.07917) [0.08769] | 2.313516 (5.66438) [0.40843] | 11.18984 (7.97866) [1.40247] | 0.685820 (0.22992) [2.98285] | 23.59737 (8.96274) [2.63283] | 2.918999 (1.73311) [1.68426] |
| R-squared | 0.750759 | 0.291925 | 0.398929 | 0.573996 | 0.450974 | 0.832785 |
| Adj. R-squared | 0.700911 | 0.150311 | 0.278715 | 0.488795 | 0.341168 | 0.799342 |
| Sum sq. resids | 18.95321 | 522.1648 | 1036.007 | 0.860320 | 1307.327 | 48.88265 |
| S.E. equation | 0.794842 | 4.171989 | 5.876526 | 0.169344 | 6.601331 | 1.276488 |
| F-statistic | 15.06091 | 2.061404 | 3.318491 | 6.736969 | 4.107030 | 24.90163 |
| Log likelihood | -40.12525 | -101.4714 | -114.1466 | 17.08459 | -118.4499 | -57.65306 |
| Akaike AIC | 2.547311 | 5.863321 | 6.548466 | -0.545113 | 6.781077 | 3.494760 |
| Schwarz SC | 2.852079 | 6.168089 | 6.853235 | -0.240345 | 7.085846 | 3.799528 |
| Mean dependent | 1.717403 | 2.479189 | 6.877297 | 1.528298 | 18.10041 | 7.410788 |
| S.D. dependent | 1.453384 | 4.525984 | 6.919382 | 0.236849 | 8.132878 | 2.849631 |

Source : L'Auteur à partir des données du modèle

La statistique de Fisher dans le tableau 2 est supérieure à celle lue dans la table de Fisher (soit 1,96) alors le modèle est globalement significatif. Au niveau individuel, chaque variable du modèle est aussi significative. Mais en analysant la relation IDE-croissance économique, nous remarquons que l'IDE a une faible influence sur la croissance économique.

On peut représenter le VAR (1) sous la forme suivante :

$$\begin{pmatrix} OUVERT_t \\ IDE_t \\ INFLA_t \\ EPARG_t \\ INMON_t \\ tc_PIB_t \end{pmatrix} = \begin{pmatrix} 1.294592 \\ 0.684630 \\ 11.23821 \\ 23.55565 \\ 2.915857 \\ -0.528565 \end{pmatrix} + \begin{pmatrix} 0.057462 & -0.000709 & -5.39E-05 & 0.469784 & 0.005916 & 0.019779 \\ 0.793094 & -0.028406 & 0.008093 & 0.427348 & 0.000274 & -0.042067 \\ -1.109688 & 0.432008 & 0.233965 & -4.185601 & 0.060968 & 0.055624 \\ 0.958806 & 0.369177 & 0.053100 & -12.76780 & 0.388064 & 0.522447 \\ -0.203805 & -0.038039 & 0.016887 & -0.919673 & 0.016538 & 0.805673 \\ -0.528565 & 0.381419 & 0.007860 & 0.817997 & 0.066977 & -0.340482 \end{pmatrix} \begin{pmatrix} OUVERT_{t-1} \\ IDE_{t-1} \\ INFLA_{t-1} \\ EPARG_{t-1} \\ INMON_{t-1} \\ tc_PIB_{t-1} \end{pmatrix} + \begin{pmatrix} u_{1t} \\ u_{2t} \\ u_{3t} \\ u_{4t} \\ u_{5t} \\ u_{6t} \end{pmatrix}$$

L'IDE peut s'écrire par la formule suivante :

$$IDE_t = 0,684630 + 0,793094IDE_{t-1} - 0,028406PIB_{t-1} + 0,427348OUVERT_{t-1} + 0,008093INFLA_{t-1} - 0,000274EPARG_{t-1} - 0,0420673 INMON_{t-1} + U_{2t}$$

3. TESTS SUR LES RESIDUS

Il s'agit des tests de normalité, d'hétéroscédasticité et d'autocorrélation des erreurs.

3.1. TEST DE NORMALITE

L'hypothèse de normalité des termes d'erreurs précise la distribution statistique des estimateurs. C'est donc, grâce à cette hypothèse que l'inférence statistique peut se réaliser. Cette hypothèse peut être testée sur les variables du modèle ou sur les termes d'erreurs du modèle. Ce test est réalisé grâce à la statistique de Jarque-Bera (JB) (1980) et suit une loi du khi-deux à deux degrés de liberté au seuil de 5% égale à 5,99. Il permet de savoir si les variables du modèle suivent ou non une loi normale. Les résultats de notre test prouvent que les résidus sont normaux car les statistiques de Jarque-Bera sont toutes inférieures à 5,99 (voir en annexe 17).

3.2. TEST D'HETEROSCEDASTICITE DES RESIDUS

Effectué à l'aide du test de White dans le cadre de notre étude, ce test permet de savoir si les erreurs sont homoscedastiques ou non. L'hétéroscédasticité qualifie les données (ou séries) qui n'ont pas une variance constante. Or, les séries doivent être homoscedastiques pour présenter les meilleurs estimateurs.

Dans un test d'hétéroscédasticité, on utilise généralement deux tests : les tests de Breusch-Pagan (B-P) et White. Mais, c'est le test de White qui est utilisé dans notre modèle. L'idée générale de ce test est de vérifier si le carré des résidus peut être expliqué par les variables du modèle. Dans ce cas, les résidus sont homoscedastiques avec une probabilité (0,2469) supérieure à 5% (voir annexe 17). Donc les estimations obtenues sont optimales.

3.3. TEST D'AUTOCORRELATION DES ERREURS

Ce test appelé aussi test de corrélation des erreurs vérifie si les erreurs ne sont pas corrélées. La présence de l'autocorrélation résiduelle rend caduque les commentaires concernant la validité du modèle et les tests statistiques. Il convient de détecter l'autocorrélation des erreurs par le test de Durbin-Watson.

Mais dans le cas du modèle autoregressif, on remplace le test de Durbin-Watson par le test du h de Durbin du fait que la variable endogène est décalée. Dans le cas de cette étude, il y a absence d'autocorrélation car la probabilité associée est supérieure à 5% (voir annexe 17).

Les différents tests économétriques effectués (cf. aux annexes) montrent que notre modèle est bien spécifié, qu'il y a absence d'autocorrélation et homoscedasticité des erreurs, que la distribution est normale et que le modèle est structurellement et conjoncturellement stable. De ce fait, il peut-être utilisé à des fins de prévisions économétriques.

4. TEST DE CAUSALITE

La notion de causalité au sens de Granger est une approche théorique de la causalité qui renvoie non seulement au caractère théorique de la causalité (cause-effet) mais au caractère prédictif de l'éventuelle cause sur l'effet. En effet, selon Granger, une variable X cause une variable Y si et seulement si les valeurs passées et présentes de X permettent de mieux prédire les valeurs de la variable Y. Autrement dit, une variable X cause une variable Y si la connaissance des valeurs passées et présentes de X rend meilleure la prévision de Y.

Le test de causalité de Granger revient à examiner si la valeur contemporaine de Y est liée significativement aux valeurs retardées de cette même variable et des valeurs retardées de X que l'on considère comme la variable causale. Le tableau suivant donne le résultat du test de causalité de l'Investissement Direct Etranger (IDE) et le taux de croissance du PIB réel.

Tableau 3: Test de causalité au sens de Granger entre l'IDE et le PIB

| Hypothèse Nulle de non causalité | Ob. | F-Statistic | Probabilité |
|---|-----|-------------|-------------|
| L'IDE ne cause pas la croissance du PIB | 37 | 0,8104 | 0,3680 |
| La croissance du PIB ne cause pas l'IDE | | 0,7529 | 0,3856 |
| L'IDE ne cause pas l'inflation | | 1,8003 | 0,1797 |
| L'inflation ne cause pas l'IDE | | 0,6491 | 0,4204 |
| L'IDE ne cause pas l'ouverture | | 5,8131 | 0,0159 |
| L'ouverture ne cause pas l'IDE | | 0,4814 | 0,4878 |
| L'IDE ne cause pas l'épargne | | 1,0651 | 0,3021 |
| L'épargne ne cause pas l'IDE | | 0,0002 | 0,9878 |
| L'IDE ne cause pas le taux d'intérêt mon. | | 1,2870 | 0,2566 |
| Le taux d'intérêt mon. ne cause pas l'IDE | | 0,5399 | 0,4625 |

Source : L'Auteur à partir des données du modèle

L'analyse de la causalité nous a indiqué que les informations antérieures sur le niveau des IDE ne permettent pas une meilleure prévision du niveau de croissance économique. L'application du test à ces variables prises deux à deux pour un retard optimal d'une période, indique que l'IDE cause l'ouverture économique et globalement toutes les variables causent l'inflation (Voir annexe 15). Par ailleurs, on ne note aucune relation de causalité au sens de Granger entre les autres variables.

D'après les résultats du tableau 3, il ressort qu'à court terme ou à long terme l'Investissement Direct Etranger ne cause pas la croissance du PIB car la P-value est supérieure à 0,05 ; c'est-à-dire que les informations antérieures sur le niveau des IDE ne permettent pas une meilleure prévision du niveau de croissance économique. La croissance économique du PIB ne cause pas non plus l'Investissement Direct Etranger (la P-value est supérieure à 0,05).

Donc, les résultats du test permettent d'accepter l'hypothèse nulle et de conclure qu'il n'existe pas de causalité entre l'Investissement Direct Etranger et la croissance économique du PIB.

5. DECOMPOSITION DE LA VARIANCE

L'analyse des variances fournit des informations quant à l'importance relative des innovations dans les variations de chacune des variables du VAR. Elle nous permet de déterminer dans quelle direction le choc a plus d'impact. La décomposition de la variance pour chacune des variables du VAR donne des résultats présentés en annexe 16.

Les résultats du tableau de décomposition de la variance montrent que les fluctuations de la variance du taux de croissance du PIB, de l'Investissement Direct Etranger en pourcentage du PIB, du taux d'inflation, de l'ouverture économique, de l'épargne nationale en pourcentage du PIB et du taux d'intérêt monétaire sont expliquées par leurs propres variances (respectivement à 91,82% ; 83,34% ; 78,95% ; 77,72% ; 59,67% ; 54,30%) et sont décroissantes sur les dix premières années.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Cette étude a eu pour objectif principal d'étudier l'impact des IDE sur la croissance économique en Côte d'Ivoire. Pour ce faire, nous avons utilisé le modèle VAR pour nos différents tests : stationnarité, causalité, fonction de réponse d'impulsion, décomposition de la variance et les résidus. A partir de ces tests, nous sommes parvenus à des résultats importants.

Le test de stationnarité a révélé que toutes les variables ne sont pas stationnaires en niveau et ont dû être différenciées pour être stationnaires. Mais elles sont toutes significatives, le modèle aussi est globalement significatif, les résidus sont non autocorrélés, homoscédastiques et normalement distribués. Donc le modèle est acceptable et peut être utilisé pour la prévision.

L'IDE n'a pas d'influence sur la croissance économique car la statistique de Fisher (-1,04237) est inférieure à celle lue dans la table de Fisher (1,96). Il n'a pas aussi d'influence sur l'inflation, sur l'épargne nationale, sur le taux d'intérêt monétaire. Par contre, l'IDE a une influence positive sur le taux de couverture économique (Exportation/Importation).

L'analyse de la causalité nous a indiqué que les informations antérieures sur le niveau des IDE ne permettent pas une meilleure prévision du niveau de croissance économique. L'application du test à ces variables prises deux à deux pour un retard optimal d'une période, indique que l'IDE cause l'ouverture économique et globalement toutes les variables causent l'inflation. Par ailleurs, on ne note aucune relation de causalité au sens de Granger entre les autres variables.

Nous notons en plus de ces résultats, que l'IDE est principalement déterminé par d'autres facteurs économiques comme la taille du marché du pays hôte, les ressources naturelles et la distance par rapport aux investisseurs. La politique intérieure des pays hôtes, par exemple le système juridique fiable, le faible taux imposé aux entreprises sont très importants pour attirer les IDE dans un pays.

Les Etats, comprenant que l'IDE peut contribuer au développement économique cherchent à l'attirer. Le marché mondial de ce type d'investissement est en fait extrêmement concurrentiel et les pays en développement, en particulier, le recherchent pour accélérer leurs efforts de développement. Les déterminants économiques n'en demeurent pas moins cruciaux. En tant que

source de capitaux d'investissement, l'IDE est un stimulant pour l'emploi. En plus, il est perçu comme un moyen permettant à la Côte d'Ivoire d'acquérir la technologie de pointe, les nouvelles méthodes de gestion et d'avoir accès aux marchés des pays développés.

Notre étude présente une limite due à la nature des données disponibles. En effet, les données utilisées n'ont pas permis d'opérer une répartition sectorielle de l'IDE et d'analyser l'impact de l'IDE de chaque secteur dans la croissance économique. Nous souhaitons donc entreprendre les études dans ce sens qui est d'autant plus essentiel pour la politique économique du fait qu'elles pourront aider l'Etat dans sa prise de décision aux choix judicieux pour ses investissements.

Suite à ces résultats, nous concluons que l'IDE n'a pas d'influence sur la croissance économique en Côte d'Ivoire pour plusieurs raisons :

- Le taux de croissance des IDE entrant est trop faible (autour de 2%) par rapport au taux de croissance global des investissements (soit 9% en 2007) pour influencer le PIB ;
- les variables retardées d'une période ne permettent pas de voir l'impact des IDE sur la croissance économique ;
- la croissance économique en Côte d'Ivoire est tirée essentiellement par le secteur primaire notamment le café et le cacao alors que les IDE ne sont pas orientés vers ce secteur. L'IDE est orienté vers le secteur industriel.

Eu égard à tout ce qui précède et pour tirer pleinement profit des effets et externalités positifs des IDE en Côte d'Ivoire, nous recommandons les mesures suivantes :

- améliorer le cadre macroéconomique : toutefois, il importe de préciser qu'une politique volontariste des IDE ne suffit pas, à elle seule, à entraîner une accélération durable de la croissance économique. Celle-ci doit en effet intervenir dans un tout macroéconomique. Et ce tout pour la Côte d'Ivoire, c'est de sortir du carcan de l'instabilité en assurant d'abord un environnement économique, socio-politique stable aux investisseurs étrangers ;
- augmenter et améliorer la qualité des infrastructures physiques : L'Etat devrait continuer à fournir à l'économie les services et infrastructures publiques essentiels

(électricité, eau, routes, port, aéroport, etc.) En particulier, il doit renforcer davantage le capital d'infrastructures dans les zones relativement moins pourvues. Selon Mills et Quinet « les dépenses d'infrastructures sont des dépenses d'avenir⁶ » Il s'agit notamment des zones du nord et de l'ouest. Cela offrirait à ces zones des potentialités supplémentaires de développement et réduirait par conséquent les disparités régionales, la mobilité des populations et bien d'autres frustrations liées aux inégalités de chance de développement ;

- actualiser le code des investissements : le code des investissements qui a été élaboré en 1995 n'est plus d'actualité du fait de la crise sociopolitique de novembre 1999. Il a besoin d'être actualisé pour prendre en compte les effets pervers de la crise sociopolitique (déplacements de populations, chômage, manque de sécurité, pauvreté grandissante, etc.) ;
- réduire la disparité régionale de la répartition des IDE : les IDE sont inégalement répartis sur le territoire ivoirien. Une forte concentration est présente dans la capitale et certaines régions n'en bénéficient pas.
- créer un environnement propice au commerce extérieur en révisant les mesures tarifaires et non tarifaires afin de réduire les coûts des transactions. Cette politique d'ouverture économique permettra à la Côte d'Ivoire de tirer profit des effets bénéfiques de la mondialisation;
- maîtriser le risque pays afin d'attirer plus les investissements directs étrangers ;
- relever la qualité de la main-d'œuvre : l'Etat doit augmenter les dépenses publiques d'éducation et de santé afin de renforcer les capacités des ressources humaines dans le but de rechercher une adéquation entre les programmes de formation et le marché du travail.

⁶ Mills et Quinet (1992), dans Revue Française d'économie, page 47.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- [1] **BENIE M. K.** (2004), *Explication de la croissance en Côte d'Ivoire* UFR-SEG de l'université de Cocody Abidjan.
- [2]- **BERNIER (B) ET SIMON (Y)**, Paris 2007, *Initiation à la Macroéconomie*, 9e Edition Dunod.
- [3]- **CARNOT (N) ET TISSOT (B)**, Edition Economica 2002, *la Prévision Macroéconomique*.
- [4] **CABINET DU PREMIER MINISTRE, MINISTERE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT**, Janvier 2002, *Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté Intérimaire, République de la Côte d'Ivoire*.
- [5]- **DIRECTION DE LA CONJONCTURE ET DE LA PREVISION ECONOMIQUE**, 2007, *Rapport Economique et Financier, République de la Côte d'Ivoire*.
- [6] **JEROME N'GUESSAN (N)**, Août 2001, *Quelle politique de promotion de l'investissement privé en Côte d'Ivoire*, Auditeur GPE, Promotion 2000-1002, Dossier de Politique Economique, UFR-SEG/CIRES.
- [7] **KACOU (K)**, Avril 2004, « Déterminants de l'investissement direct étranger en Côte d'Ivoire », *BUPED N° 41, CAPEC du CIRES, Côte d'Ivoire*.
- [8] **KEYO (Y)**, Octobre 2004, « Impact de l'investissement public sur la croissance économique en Côte d'Ivoire » *E.N° 103, CAPEC du CIRES, Côte d'Ivoire*.
- [9]- **MANKIW GREGORY (N)**, Boeck Université S.A.2003, *Macroéconomie*, 3^e Edition Nouveaux Horizons.
- [10] **MOUSTAPHA (K)**, 2003, *Intégration et Partenariat en Afrique : de l'UEMOA au NEPAD*, Edition Silex/Nouvelles du Sud.
- [11]- **SYLVAIN LEONDRE (D)**, 2005, « Les Déterminants de l'Investissement Direct Etranger au Sénégal », BP 3186 CP 1824 Dakar, Email : idep@unidep.org, [http : www.unidep.org](http://www.unidep.org).
- [12] **SYSTEME DES NATIONS UNIS EN COTE D'IVOIRE**, Décembre 2003, *Rapport National sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement*.

ANNEXES

ANNEXES 1 : BASE DE DONNEES DE L'ETUDE

| ANNEES | IDE | PIB | OUVERT | INFLAT | EPARG | INMON |
|---------------|------------|------------|---------------|---------------|--------------|--------------|
| 1970 | 0,59 | 10,38 | 1,13 | -67,68 | 24,56 | 3,50 |
| 1971 | 0,49 | 9,46 | 1,11 | -1,63 | 23,24 | 3,50 |
| 1972 | 0,34 | 4,24 | 1,17 | 0,41 | 21,22 | 3,50 |
| 1973 | 0,67 | 5,94 | 1,12 | 11,11 | 21,03 | 3,50 |
| 1974 | 0,49 | 4,33 | 1,41 | 17,41 | 25,70 | 3,50 |
| 1975 | 1,00 | 8,25 | 1,24 | 11,36 | 22,02 | 8,00 |
| 1976 | 0,55 | 12,92 | 1,51 | 11,9 | 29,34 | 8,00 |
| 1977 | 0,54 | 7,31 | 1,53 | 27,59 | 22,59 | 8,00 |
| 1978 | 1,10 | 10,91 | 1,30 | 12,9 | 15,24 | 8,00 |
| 1979 | 0,82 | 2,39 | 1,25 | 16,7 | 33,63 | 8,00 |
| 1980 | 0,77 | -10,96 | 1,19 | 14,61 | 28,85 | 10,50 |
| 1981 | 2,21 | 3,50 | 1,20 | 8,8 | 24,91 | 10,50 |
| 1982 | 0,81 | 0,20 | 1,36 | 7,37 | 20,36 | 12,50 |
| 1983 | 1,57 | -3,90 | 1,32 | 5,96 | 18,83 | 10,50 |
| 1984 | 1,00 | -2,70 | 1,79 | 4,25 | 20,28 | 10,50 |
| 1985 | 0,95 | 4,50 | 1,88 | 1,83 | 27,30 | 10,50 |
| 1986 | 0,81 | 3,26 | 1,95 | 6,88 | 18,52 | 8,50 |
| 1987 | 0,76 | -0,29 | 1,56 | 6,88 | 10,98 | 8,50 |
| 1988 | 0,47 | 1,05 | 1,51 | 6,94 | 9,49 | 9,50 |
| 1989 | 0,22 | 3,00 | 1,51 | 1,02 | 8,43 | 11,00 |
| 1990 | 0,37 | -1,10 | 1,63 | -0,77 | 20,65 | 11,00 |
| 1991 | 0,15 | 0,02 | 1,53 | 1,72 | 7,81 | 11,00 |
| 1992 | 0,52 | -0,09 | 1,59 | 3,99 | 6,07 | 12,50 |
| 1993 | 1,42 | -0,41 | 1,44 | 2,69 | 5,73 | 10,50 |
| 1994 | 1,83 | 2,10 | 1,80 | 25,97 | 31,39 | 7,49 |
| 1995 | 3,50 | 7,10 | 1,57 | 14,32 | 28,78 | 5,52 |
| 1996 | 3,78 | 6,90 | 1,70 | 1,86 | 17,80 | 5,33 |
| 1997 | 6,09 | 6,20 | 1,67 | 4,03 | 23,81 | 5,02 |
| 1998 | 5,39 | 5,40 | 1,60 | 4,53 | 26,31 | 4,80 |
| 1999 | 3,36 | 1,60 | 1,69 | 0,73 | 19,06 | 4,95 |
| 2000 | 2,66 | -2,30 | 1,62 | 2,5 | 9,82 | 4,95 |
| 2001 | 3,15 | 0,10 | 1,63 | 4,52 | 7,39 | 4,95 |
| 2002 | 2,69 | -1,60 | 2,15 | 3,08 | 16,42 | 4,95 |
| 2003 | 1,96 | -1,70 | 1,79 | 3,3 | 9,61 | 4,95 |
| 2004 | 2,78 | 1,60 | 1,61 | 1,4 | 8,48 | 4,95 |
| 2005 | 2,79 | 1,80 | 1,47 | 3,9 | 5,95 | 4,95 |
| 2006 | 2,82 | 1,20 | 1,58 | 2,5 | 10,99 | 4,95 |
| 2007 | 2,72 | 1,50 | 1,55 | 1,9 | 11,70 | 4,95 |

Source : L'auteur à partir des données de la DCPE/Agence BCEAO C.I.

NB : La source des données de tous les tableaux ci-dessous est la DCPE/Agence BCEAO C.I.

ANNEXE 2 : TEST DE STATIONNARITE SUR IDE

En niveau (non stationnaire)

Null Hypothesis: IDE has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Automatic based on SIC, MAXLAG=9)

| | t-Statistic | Prob.* |
|--|-------------|--------|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | -0.731929 | 0.3926 |
| Test critical values: 1% level | -2.628961 | |
| 5% level | -1.950117 | |
| 10% level | -1.611339 | |

En différence 1^{ère} (Stationnaire)

Null Hypothesis: D(IDE) has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Automatic based on SIC, MAXLAG=9)

| | t-Statistic | Prob.* |
|--|-------------|--------|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | -6.257062 | 0.0000 |
| Test critical values: 1% level | -2.630762 | |
| 5% level | -1.950394 | |
| 10% level | -1.611202 | |

ANNEXE 3 : TEST DE STATIONNARITE SUR PIB

En niveau (stationnaire)

Null Hypothesis: PIB has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Automatic based on SIC, MAXLAG=9)

| | t-Statistic | Prob.* |
|--|-------------|--------|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | -3.315416 | 0.0015 |
| Test critical values: 1% level | -2.628961 | |
| 5% level | -1.950117 | |
| 10% level | -1.611339 | |

ANNEXE 4 : TEST DE STATIONNARITE SUR INFLATION

En niveau (stationnaire)

Null Hypothesis: INFLAT has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Automatic based on SIC, MAXLAG=9)

| | t-Statistic | Prob.* |
|--|-------------|--------|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | -7.043277 | 0.0000 |
| Test critical values: 1% level | -2.628961 | |
| 5% level | -1.950117 | |
| 10% level | -1.611339 | |

ANNEXE 5 : TEST DE STATIONNARITE SUR OUVERTURE ECONOMIQUE

En niveau (non stationnaire)

Null Hypothesis: OUVERT has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Automatic based on SIC, MAXLAG=9)

| | t-Statistic | Prob.* |
|--|-------------|--------|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | -0.074857 | 0.6512 |
| Test critical values: 1% level | -2.628961 | |
| 5% level | -1.950117 | |
| 10% level | -1.611339 | |

En différence 1^{ère} (Stationnaire)

Null Hypothesis: D(OUVERT) has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Automatic based on SIC, MAXLAG=9)

| | t-Statistic | Prob.* |
|--|-------------|--------|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | -7.995664 | 0.0000 |
| Test critical values: 1% level | -2.630762 | |
| 5% level | -1.950394 | |
| 10% level | -1.611202 | |

ANNEXE 6: TEST DE STATIONNARITE SUR EPARGNE

En niveau (non stationnaire)

Null Hypothesis: EPARG has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Automatic based on SIC, MAXLAG=9)

| | t-Statistic | Prob.* |
|--|-------------|--------|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | -1.440662 | 0.1373 |
| Test critical values: 1% level | -2.628961 | |
| 5% level | -1.950117 | |
| 10% level | -1.611339 | |

En différence 1^{ère} (Stationnaire)

Null Hypothesis: D(EPARG) has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 2 (Automatic based on SIC, MAXLAG=9)

| | t-Statistic | Prob.* |
|--|-------------|--------|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | -5.826683 | 0.0000 |
| Test critical values: 1% level | -2.634731 | |
| 5% level | -1.951000 | |
| 10% level | -1.610907 | |

ANNEXE 7 : TEST DE STATIONNARITE SUR INTERET MONETAIRE

En niveau (non stationnaire)

Null Hypothesis: INMON has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Automatic based on SIC, MAXLAG=9)

| | t-Statistic | Prob.* |
|--|-------------|--------|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | -0.391033 | 0.5362 |
| Test critical values: 1% level | -2.628961 | |
| 5% level | -1.950117 | |
| 10% level | -1.611339 | |

En différence 1^{ère} (Stationnaire)

Null Hypothesis: D(INMON) has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Automatic based on SIC, MAXLAG=9)

| | t-Statistic | Prob.* |
|--|-------------|--------|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | -5.280488 | 0.0000 |
| Test critical values: 1% level | -2.630762 | |
| 5% level | -1.950394 | |
| 10% level | -1.611202 | |

ANNEXE 8 : TEST DE STATIONNARITE SUR IDE

En niveau (non stationnaire)

Null Hypothesis: IDE has a unit root

Exogenous: None

Bandwidth: 2 (Newey-West using Bartlett kernel)

| | Adj. t-Stat | Prob.* |
|--------------------------------|-------------|--------|
| Phillips-Perron test statistic | -0.745928 | 0.3864 |
| Test critical values: 1% level | -2.628961 | |
| 5% level | -1.950117 | |
| 10% level | -1.611339 | |

En différence 1^{ère} (Stationnaire)

Null Hypothesis: D(IDE) has a unit root

Exogenous: None

Bandwidth: 1 (Newey-West using Bartlett kernel)

| | Adj. t-Stat | Prob.* |
|--------------------------------|-------------|--------|
| Phillips-Perron test statistic | -6.256747 | 0.0000 |
| Test critical values: | | |
| 1% level | -2.630762 | |
| 5% level | -1.950394 | |
| 10% level | -1.611202 | |

ANNEXE 9 : TEST DE STATIONNARITE SUR PIB

En niveau (stationnaire)

Null Hypothesis: PIB has a unit root

Exogenous: None

Bandwidth: 3 (Newey-West using Bartlett kernel)

| | Adj. t-Stat | Prob.* |
|--------------------------------|-------------|--------|
| Phillips-Perron test statistic | -3.255068 | 0.0018 |
| Test critical values: | | |
| 1% level | -2.628961 | |
| 5% level | -1.950117 | |
| 10% level | -1.611339 | |

ANNEXE 10 : INFLATION

En niveau (stationnaire)

Null Hypothesis: INFLAT has a unit root

Exogenous: None

Bandwidth: 5 (Newey-West using Bartlett kernel)

| | Adj. t-Stat | Prob.* |
|--------------------------------|-------------|--------|
| Phillips-Perron test statistic | -6.037149 | 0.0000 |
| Test critical values: | | |
| 1% level | -2.628961 | |
| 5% level | -1.950117 | |
| 10% level | -1.611339 | |

ANNEXE 11 : TEST DE STATIONNARITE SUR OUVERTURE ECONOMIQUE

En niveau (non stationnaire)

Null Hypothesis: OUVERT has a unit root

Exogenous: None

Bandwidth: 18 (Newey-West using Bartlett kernel)

| | Adj. t-Stat | Prob.* |
|--------------------------------|-------------|--------|
| Phillips-Perron test statistic | 0.431622 | 0.8020 |
| Test critical values: | | |
| 1% level | -2.628961 | |
| 5% level | -1.950117 | |
| 10% level | -1.611339 | |

En différence 1^{ère} (Stationnaire)

Null Hypothesis: D(OUVERT) has a unit root

Exogenous: None

Bandwidth: 10 (Newey-West using Bartlett kernel)

| | Adj. t-Stat | Prob.* |
|--------------------------------|-------------|--------|
| Phillips-Perron test statistic | -10.23203 | 0.0000 |
| Test critical values: | | |
| 1% level | -2.630762 | |
| 5% level | -1.950394 | |
| 10% level | -1.611202 | |

ANNEXE 12 : TEST DE STATIONNARITE SUR EPARGNE

En niveau (non stationnaire)

Null Hypothesis: EPARG has a unit root

Exogenous: None

Bandwidth: 36 (Newey-West using Bartlett kernel)

| | Adj. t-Stat | Prob.* |
|--------------------------------|-------------|--------|
| Phillips-Perron test statistic | -1.356516 | 0.1592 |
| Test critical values: | | |
| 1% level | -2.628961 | |
| 5% level | -1.950117 | |
| 10% level | -1.611339 | |

En différence 1^{ère} (Stationnaire)

Null Hypothesis: D(EPARG) has a unit root

Exogenous: None

Bandwidth: 20 (Newey-West using Bartlett kernel)

| | Adj. t-Stat | Prob.* |
|--------------------------------|-------------|--------|
| Phillips-Perron test statistic | -12.46838 | 0.0000 |
| Test critical values: | | |
| 1% level | -2.630762 | |
| 5% level | -1.950394 | |
| 10% level | -1.611202 | |

ANNEXE 13 : TEST DE STATIONNARITE SUR INTERET MONETAIRE

En niveau (non stationnaire)

Null Hypothesis: INMON has a unit root

Exogenous: None

Bandwidth: 1 (Newey-West using Bartlett kernel)

| | Adj. t-Stat | Prob.* |
|--------------------------------|-------------|--------|
| Phillips-Perron test statistic | -0.425113 | 0.5229 |
| Test critical values: 1% level | -2.628961 | |
| 5% level | -1.950117 | |
| 10% level | -1.611339 | |

En différence 1^{ère} (Stationnaire)

Null Hypothesis: D(INMON) has a unit root

Exogenous: None

Bandwidth: 0 (Newey-West using Bartlett kernel)

| | Adj. t-Stat | Prob.* |
|--------------------------------|-------------|--------|
| Phillips-Perron test statistic | -5.280488 | 0.0000 |
| Test critical values: 1% level | -2.630762 | |
| 5% level | -1.950394 | |
| 10% level | -1.611202 | |

ANNEXE 14 : ESTIMATION DU MODELE

Vector Autoregression Estimates

Date: 08/12/08 Time: 12:34

Sample (adjusted): 1971 2007

Included observations: 37 after adjustments

Standard errors in () & t-statistics in []

| | IDE | PIB | INFLAT | OUVERT | EPARG | INMON |
|----------------|--------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|
| IDE(-1) | 0.793094 (0.11186) [7.08988] | -0.528565 (0.58715) [-0.90022] | -1.109688 (0.82704) [-1.34176] | 0.057462 (0.02383) [2.41104] | 0.958806 (0.92904) [1.03204] | -0.203805 (0.17965) [-1.13447] |
| PIB(-1) | -0.028406 (0.03274) [-0.86771] | 0.381419 (0.17183) [2.21976] | 0.432008 (0.24203) [1.78492] | -0.000709 (0.00697) [-0.10168] | 0.369177 (0.27188) [1.35784] | -0.038039 (0.05257) [-0.72354] |
| INFLAT(-1) | 0.008093 (0.01005) [0.80568] | 0.007860 (0.05272) [0.14908] | 0.233965 (0.07427) [3.15037] | -5.39E-05 (0.00214) [-0.02518] | 0.053100 (0.08343) [0.63649] | 0.016887 (0.01613) [1.04682] |
| OUVERT(-1) | 0.427348 (0.61595) [0.69380] | 0.817997 (3.23301) [0.25301] | -4.185601 (4.55391) [-0.91912] | 0.469784 (0.13123) [3.57985] | -12.76780 (5.11558) [-2.49587] | -0.919673 (0.98919) [-0.92972] |
| EPARG(-1) | 0.000274 (0.01787) [0.01533] | 0.066977 (0.09380) [0.71404] | 0.060968 (0.13213) [0.46144] | -0.005916 (0.00381) [-1.55370] | 0.388064 (0.14842) [2.61461] | 0.016538 (0.02870) [0.57625] |
| INMON(-1) | -0.042067 (0.05725) [-0.73478] | -0.340482 (0.30050) [-1.13304] | 0.055624 (0.42328) [0.13141] | 0.019779 (0.01220) [1.62156] | 0.522447 (0.47549) [1.09877] | 0.805673 (0.09194) [8.76266] |
| C | 0.094630 (1.07917) [0.08769] | 2.313516 (5.66438) [0.40843] | 11.18984 (7.97866) [1.40247] | 0.685820 (0.22992) [2.98285] | 23.59737 (8.96274) [2.63283] | 2.918999 (1.73311) [1.68426] |
| R-squared | 0.750759 | 0.291925 | 0.398929 | 0.573996 | 0.450974 | 0.832785 |
| Adj. R-squared | 0.700911 | 0.150311 | 0.278715 | 0.488795 | 0.341168 | 0.799342 |
| Sum sq. resids | 18.95321 | 522.1648 | 1036.007 | 0.860320 | 1307.327 | 48.88265 |
| S.E. equation | 0.794842 | 4.171989 | 5.876526 | 0.169344 | 6.601331 | 1.276488 |
| F-statistic | 15.06091 | 2.061404 | 3.318491 | 6.736969 | 4.107030 | 24.90163 |
| Log likelihood | -40.12525 | -101.4714 | -114.1466 | 17.08459 | -118.4499 | -57.65306 |
| Akaike AIC | 2.547311 | 5.863321 | 6.548466 | -0.545113 | 6.781077 | 3.494760 |
| Schwarz SC | 2.852079 | 6.168089 | 6.853235 | -0.240345 | 7.085846 | 3.799528 |
| Mean dependent | 1.717403 | 2.479189 | 6.877297 | 1.528298 | 18.10041 | 7.410788 |
| S.D. dependent | 1.453384 | 4.525984 | 6.919382 | 0.236849 | 8.132878 | 2.849631 |

ANNEXE 15: TESTS DE CAUSALITE

VAR Granger Causality/Block Exogeneity Wald Tests

Date: 08/12/08 Time: 12:41

Sample: 1970 2007

Included observations: 37

Dependent variable: IDE

| Excluded | Chi-sq | df | Prob. |
|----------|----------|----|--------|
| PIB | 0.752918 | 1 | 0.3856 |
| INFLAT | 0.649123 | 1 | 0.4204 |
| OUVERT | 0.481365 | 1 | 0.4878 |
| EPARG | 0.000235 | 1 | 0.9878 |
| INMON | 0.539904 | 1 | 0.4625 |
| All | 2.520447 | 5 | 0.7734 |

Dependent variable: PIB

| Excluded | Chi-sq | df | Prob. |
|----------|----------|----|--------|
| IDE | 0.810403 | 1 | 0.3680 |
| INFLAT | 0.022226 | 1 | 0.8815 |
| OUVERT | 0.064016 | 1 | 0.8003 |
| EPARG | 0.509847 | 1 | 0.4752 |
| INMON | 1.283775 | 1 | 0.2572 |
| All | 1.950567 | 5 | 0.8559 |

Dependent variable: INFLAT

| Excluded | Chi-sq | df | Prob. |
|----------|----------|----|--------|
| IDE | 1.800325 | 1 | 0.1797 |
| PIB | 3.185933 | 1 | 0.0743 |
| OUVERT | 0.844787 | 1 | 0.3580 |
| EPARG | 0.212929 | 1 | 0.6445 |
| INMON | 0.017269 | 1 | 0.8954 |
| All | 11.09862 | 5 | 0.0495 |

Dependent variable: OUVERT

| Excluded | Chi-sq | df | Prob. |
|----------|----------|----|--------|
| IDE | 5.813132 | 1 | 0.0159 |
| PIB | 0.010338 | 1 | 0.9190 |

| | | | |
|--------|----------|---|--------|
| INFLAT | 0.000634 | 1 | 0.9799 |
| EPARG | 2.413986 | 1 | 0.1203 |
| INMON | 2.629452 | 1 | 0.1049 |
| All | 9.166053 | 5 | 0.1026 |

Dependent variable: EPARG

| Excluded | Chi-sq | df | Prob. |
|----------|----------|----|--------|
| IDE | 1.065097 | 1 | 0.3021 |
| PIB | 1.843741 | 1 | 0.1745 |
| INFLAT | 0.405116 | 1 | 0.5245 |
| OUVERT | 6.229345 | 1 | 0.0126 |
| INMON | 1.207286 | 1 | 0.2719 |
| All | 9.206744 | 5 | 0.1011 |

Dependent variable: INMON

| Excluded | Chi-sq | df | Prob. |
|----------|----------|----|--------|
| IDE | 1.287028 | 1 | 0.2566 |
| PIB | 0.523507 | 1 | 0.4693 |
| INFLAT | 1.095837 | 1 | 0.2952 |
| OUVERT | 0.864384 | 1 | 0.3525 |
| EPARG | 0.332066 | 1 | 0.5644 |
| All | 4.989627 | 5 | 0.4171 |

ANNEXE 16: DECOMPOSITION DE LA VARIANCE

Variance Decomposition of IDE:

| Period | S.E. | IDE | PIB | INFLAT | OUVERT | EPARG | INMON |
|--------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| 1 | 0.794842 | 100.0000 | 0.000000 | 0.000000 | 0.000000 | 0.000000 | 0.000000 |
| 2 | 1.008095 | 97.72963 | 0.886595 | 0.571090 | 0.600321 | 0.000976 | 0.211387 |
| 3 | 1.133272 | 96.36555 | 1.409692 | 0.761899 | 1.038511 | 0.034393 | 0.389955 |
| 4 | 1.215753 | 95.32874 | 1.762210 | 0.820636 | 1.443377 | 0.107940 | 0.537098 |
| 5 | 1.273938 | 94.46974 | 2.028471 | 0.830666 | 1.818576 | 0.202171 | 0.650372 |
| 6 | 1.316905 | 93.74324 | 2.244888 | 0.822647 | 2.154376 | 0.302923 | 0.731922 |
| 7 | 1.349642 | 93.12958 | 2.428233 | 0.808757 | 2.445221 | 0.401142 | 0.787065 |
| 8 | 1.375124 | 92.61503 | 2.586701 | 0.793962 | 2.690693 | 0.491602 | 0.822013 |
| 9 | 1.395244 | 92.18709 | 2.724623 | 0.780223 | 2.893809 | 0.571775 | 0.842482 |
| 10 | 1.411279 | 91.83379 | 2.844598 | 0.768204 | 3.059365 | 0.640910 | 0.853129 |

Variance Decomposition of PIB:

| Period | S.E. | IDE | PIB | INFLAT | OUVERT | EPARG | INMON |
|--------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| 1 | 4.171989 | 10.79310 | 89.20690 | 0.000000 | 0.000000 | 0.000000 | 0.000000 |
| 2 | 4.545674 | 9.642355 | 87.71502 | 0.769384 | 0.539324 | 0.652857 | 0.681056 |
| 3 | 4.655844 | 9.279132 | 87.00679 | 0.987104 | 0.596270 | 0.870400 | 1.260309 |
| 4 | 4.699406 | 9.122282 | 86.55222 | 1.058577 | 0.603072 | 0.944465 | 1.719382 |
| 5 | 4.720677 | 9.043324 | 86.23562 | 1.084409 | 0.607401 | 0.966623 | 2.062626 |
| 6 | 4.732504 | 9.000047 | 86.01204 | 1.094160 | 0.614716 | 0.970479 | 2.308561 |
| 7 | 4.739604 | 8.976048 | 85.85222 | 1.097810 | 0.625472 | 0.969078 | 2.479371 |
| 8 | 4.744110 | 8.964461 | 85.73533 | 1.099043 | 0.638759 | 0.967246 | 2.595160 |
| 9 | 4.747131 | 8.961976 | 85.64699 | 1.099297 | 0.653232 | 0.966438 | 2.672068 |
| 10 | 4.749285 | 8.966483 | 85.57767 | 1.099153 | 0.667667 | 0.966797 | 2.722225 |

Variance Decomposition of INFLAT:

| Period | S.E. | IDE | PIB | INFLAT | OUVERT | EPARG | INMON |
|--------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| 1 | 5.876526 | 1.190664 | 0.047393 | 98.76194 | 0.000000 | 0.000000 | 0.000000 |
| 2 | 6.301741 | 1.050593 | 7.003477 | 90.87304 | 0.806318 | 0.257113 | 0.009458 |
| 3 | 6.493270 | 1.456289 | 10.29085 | 86.21398 | 1.191758 | 0.813032 | 0.034087 |
| 4 | 6.615092 | 2.282730 | 11.73669 | 83.18994 | 1.480669 | 1.219001 | 0.090970 |
| 5 | 6.702638 | 3.194128 | 12.42986 | 81.06383 | 1.693859 | 1.464258 | 0.154069 |
| 6 | 6.768253 | 4.032514 | 12.79947 | 79.51027 | 1.840124 | 1.607336 | 0.210284 |
| 7 | 6.817906 | 4.742937 | 13.01441 | 78.36004 | 1.936096 | 1.691123 | 0.255402 |
| 8 | 6.855401 | 5.318311 | 13.14692 | 77.50644 | 1.998016 | 1.740887 | 0.289426 |
| 9 | 6.883561 | 5.771520 | 13.23152 | 76.87395 | 2.038044 | 1.770953 | 0.314013 |
| 10 | 6.904592 | 6.122051 | 13.28655 | 76.40645 | 2.064276 | 1.789458 | 0.331222 |

Variance Decomposition of OUVERT:

| Period | S.E. | IDE | PIB | INFLAT | OUVERT | EPARG | INMON |
|--------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| 1 | 0.169344 | 4.624848 | 2.177588 | 3.023097 | 90.17447 | 0.000000 | 0.000000 |
| 2 | 0.184370 | 4.164867 | 1.855078 | 2.954744 | 86.61134 | 3.016861 | 1.397107 |

| | | | | | | | |
|----|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| 3 | 0.192595 | 4.504939 | 2.630021 | 2.998880 | 82.68800 | 4.594251 | 2.583906 |
| 4 | 0.198526 | 5.128553 | 3.994475 | 2.987375 | 79.05831 | 5.323586 | 3.507700 |
| 5 | 0.202907 | 5.811318 | 5.235184 | 2.946335 | 76.18211 | 5.629849 | 4.195208 |
| 6 | 0.206071 | 6.432751 | 6.161218 | 2.899757 | 74.07353 | 5.740380 | 4.692367 |
| 7 | 0.208296 | 6.942838 | 6.796556 | 2.858898 | 72.59096 | 5.766406 | 5.044347 |
| 8 | 0.209824 | 7.333739 | 7.214164 | 2.827069 | 71.57605 | 5.759741 | 5.289242 |
| 9 | 0.210853 | 7.618508 | 7.481763 | 2.803931 | 70.89535 | 5.743377 | 5.457068 |
| 10 | 0.211532 | 7.817773 | 7.650236 | 2.787870 | 70.44686 | 5.726720 | 5.570537 |

Variance Decomposition of EPARG:

| Period | S.E. | IDE | PIB | INFLAT | OUVERT | EPARG | INMON |
|--------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| 1 | 6.601331 | 5.128910 | 1.084244 | 21.13073 | 8.730791 | 63.92533 | 0.000000 |
| 2 | 7.554662 | 11.66365 | 4.001169 | 17.61464 | 10.13088 | 56.00910 | 0.580560 |
| 3 | 7.960524 | 12.51097 | 5.023734 | 16.65942 | 11.75293 | 53.44716 | 0.605787 |
| 4 | 8.157283 | 12.23102 | 5.726287 | 16.26968 | 12.76062 | 52.43547 | 0.576920 |
| 5 | 8.268654 | 11.90661 | 6.298697 | 16.03216 | 13.30648 | 51.86830 | 0.587760 |
| 6 | 8.341555 | 11.75549 | 6.760303 | 15.84875 | 13.56779 | 51.43234 | 0.635334 |
| 7 | 8.394033 | 11.75962 | 7.117546 | 15.69700 | 13.67097 | 51.05521 | 0.699648 |
| 8 | 8.433409 | 11.85489 | 7.383482 | 15.57249 | 13.69426 | 50.73016 | 0.764723 |
| 9 | 8.463176 | 11.98707 | 7.575357 | 15.47330 | 13.68191 | 50.46050 | 0.821859 |
| 10 | 8.485489 | 12.12221 | 7.710483 | 15.39668 | 13.65710 | 50.24561 | 0.867911 |

Variance Decomposition of INMON:

| Period | S.E. | IDE | PIB | INFLAT | OUVERT | EPARG | INMON |
|--------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| 1 | 1.276488 | 13.44101 | 0.904341 | 8.336449 | 2.717282 | 0.100568 | 74.50035 |
| 2 | 1.694442 | 17.12309 | 2.816265 | 5.800282 | 4.374334 | 0.161194 | 69.72483 |
| 3 | 1.966567 | 19.93789 | 3.136222 | 4.691597 | 6.346845 | 0.367035 | 65.52041 |
| 4 | 2.162854 | 22.61210 | 2.907565 | 4.052610 | 8.050940 | 0.660695 | 61.71609 |
| 5 | 2.313858 | 25.16350 | 2.583672 | 3.627278 | 9.402020 | 0.986706 | 58.23682 |
| 6 | 2.435324 | 27.53144 | 2.334432 | 3.320108 | 10.42322 | 1.304227 | 55.08658 |
| 7 | 2.535854 | 29.66806 | 2.201122 | 3.087550 | 11.16721 | 1.589910 | 52.28615 |
| 8 | 2.620381 | 31.55111 | 2.172390 | 2.906551 | 11.69207 | 1.833985 | 49.84389 |
| 9 | 2.691934 | 33.18004 | 2.220513 | 2.763378 | 12.05112 | 2.035307 | 47.74965 |
| 10 | 2.752558 | 34.56878 | 2.317272 | 2.649046 | 12.28898 | 2.197372 | 45.97855 |

Cholesky Ordering: IDE PIB INFLAT OUVERT EPARG INMON

ANNEXE 17 : TEST SUR LES RESIDUS

- **Homoscédasticité (Les résidus sont homoscédastiques car la probabilité = 0,2469 supérieure à 5%)**

VAR Residual Heteroskedasticity Tests: No Cross Terms (only levels and squares)

Date: 08/12/08 Time: 13:02

Sample: 1970 2007

Included observations: 37

Joint test:

| Chi-sq | df | Prob. |
|----------|-----|--------|
| 263.5431 | 252 | 0.2959 |

Individual components:

| Dependent | R-squared | F(12,24) | Prob. | Chi-sq(12) | Prob. |
|-----------|-----------|----------|--------|------------|--------|
| res1*res1 | 0.214150 | 0.545013 | 0.8631 | 7.923533 | 0.7911 |
| res2*res2 | 0.548807 | 2.432697 | 0.0308 | 20.30587 | 0.0615 |
| res3*res3 | 0.251389 | 0.671615 | 0.7610 | 9.301394 | 0.6770 |
| res4*res4 | 0.094096 | 0.207740 | 0.9966 | 3.481567 | 0.9911 |
| res5*res5 | 0.223924 | 0.577066 | 0.8390 | 8.285178 | 0.7625 |
| res6*res6 | 0.459236 | 1.698473 | 0.1302 | 16.99174 | 0.1499 |
| res2*res1 | 0.453972 | 1.662814 | 0.1396 | 16.79695 | 0.1574 |
| res3*res1 | 0.224056 | 0.577505 | 0.8387 | 8.290070 | 0.7621 |
| res3*res2 | 0.254764 | 0.683714 | 0.7505 | 9.426274 | 0.6662 |
| res4*res1 | 0.336747 | 1.015442 | 0.4656 | 12.45965 | 0.4095 |
| res4*res2 | 0.387206 | 1.263738 | 0.3005 | 14.32661 | 0.2803 |
| res4*res3 | 0.207526 | 0.523743 | 0.8783 | 7.678471 | 0.8097 |
| res5*res1 | 0.171309 | 0.413445 | 0.9434 | 6.338439 | 0.8981 |
| res5*res2 | 0.213274 | 0.542181 | 0.8652 | 7.891134 | 0.7936 |
| res5*res3 | 0.191471 | 0.473627 | 0.9109 | 7.084420 | 0.8520 |
| res5*res4 | 0.318870 | 0.936296 | 0.5292 | 11.79818 | 0.4620 |
| res6*res1 | 0.526553 | 2.224341 | 0.0461 | 19.48247 | 0.0775 |
| res6*res2 | 0.764654 | 6.498138 | 0.0001 | 28.29221 | 0.0050 |
| res6*res3 | 0.206948 | 0.521903 | 0.8796 | 7.657083 | 0.8113 |
| res6*res4 | 0.267738 | 0.731263 | 0.7086 | 9.906308 | 0.6242 |
| res6*res5 | 0.278692 | 0.772739 | 0.6716 | 10.31159 | 0.5886 |

ANNEXE 17 : (suite), Tests d'Autocorrélation

VAR Residual Serial Correlation LM

Tests

H0: no serial correlation at lag order h

Date: 08/12/08 Time: 13:06

Sample: 1970 2007

Included observations: 37

| Lags | LM-Stat | Prob |
|------|----------|--------|
| 1 | 27.20318 | 0.8544 |
| 2 | 36.87335 | 0.4283 |
| 3 | 36.28358 | 0.4554 |
| 4 | 16.82186 | 0.9973 |
| 5 | 54.93714 | 0.0225 |
| 6 | 31.02451 | 0.7041 |
| 7 | 29.57051 | 0.7668 |
| 8 | 35.06887 | 0.5127 |
| 9 | 37.25445 | 0.4111 |
| 10 | 28.71671 | 0.8007 |
| 11 | 24.15546 | 0.9340 |
| 12 | 29.57191 | 0.7667 |

Probs from chi-square with 36 df.

ANNEXE 17 : (suite), TEST DE NORMALITE

VAR Residual Normality Tests

Orthogonalization: Cholesky (Lutkepohl)

H0: residuals are multivariate normal

Date: 08/01/08 Time: 01:13

Sample: 1970 2007

Included observations: 36

| Component | Skewness | Chi-sq | df | Prob. |
|-----------|-----------|----------|----|--------|
| 1 | 0.293152 | 0.515628 | 1 | 0.4727 |
| 2 | -0.426442 | 1.091118 | 1 | 0.2962 |
| 3 | 0.393972 | 0.931283 | 1 | 0.3345 |
| 4 | 0.520673 | 1.626604 | 1 | 0.2022 |
| 5 | 0.264766 | 0.420607 | 1 | 0.5166 |
| 6 | 0.249826 | 0.374479 | 1 | 0.5406 |
| Joint | | 4.959718 | 6 | 0.5490 |

| Component | Kurtosis | Chi-sq | df | Prob. |
|-----------|----------|----------|----|--------|
| 1 | 2.668906 | 0.164435 | 1 | 0.6851 |
| 2 | 1.934292 | 1.703601 | 1 | 0.1918 |
| 3 | 1.792765 | 2.186125 | 1 | 0.1393 |
| 4 | 2.098909 | 1.217947 | 1 | 0.2698 |

| | | | | |
|-------|----------|----------|---|--------|
| 5 | 1.541893 | 3.189115 | 1 | 0.0741 |
| 6 | 1.356338 | 4.052439 | 1 | 0.0441 |
| Joint | | 12.51366 | 6 | 0.0514 |

| Component | Jarque-Bera | df | Prob. | |
|-----------|-------------|----------|--------|--------|
| 1 | 0.680063 | 2 | 0.7117 | |
| 2 | 2.794719 | 2 | 0.2472 | |
| 3 | 3.117408 | 2 | 0.2104 | |
| 4 | 2.844551 | 2 | 0.2412 | |
| 5 | 3.609721 | 2 | 0.1645 | |
| 6 | 4.426918 | 2 | 0.1093 | |
| Joint | | 17.47338 | 12 | 0.1326 |

ANNEXE 17 : (suite), TEST DE NORMALITE

VAR Residual Normality Tests

Orthogonalization: Cholesky (Lutkepohl)

H0: residuals are multivariate normal

Date: 08/01/08 Time: 01:11

Sample: 1970 2007

Included observations: 37

| Component | Skewness | Chi-sq | df | Prob. |
|-----------|-----------|----------|----|--------|
| 1 | 0.582906 | 2.095306 | 1 | 0.1478 |
| 2 | -0.812375 | 4.069713 | 1 | 0.0437 |
| 3 | 1.077207 | 7.155650 | 1 | 0.0075 |
| 4 | 0.690816 | 2.942902 | 1 | 0.0863 |
| 5 | 0.393220 | 0.953503 | 1 | 0.3288 |
| 6 | 0.503748 | 1.564868 | 1 | 0.2110 |
| Joint | | 18.78194 | 6 | 0.0045 |

| Component | Kurtosis | Chi-sq | df | Prob. |
|-----------|----------|----------|----|--------|
| 1 | 3.626057 | 0.604251 | 1 | 0.4370 |
| 2 | 5.578020 | 10.24620 | 1 | 0.0014 |
| 3 | 5.086801 | 6.713554 | 1 | 0.0096 |
| 4 | 2.370891 | 0.610157 | 1 | 0.4347 |
| 5 | 2.304720 | 0.745265 | 1 | 0.3880 |
| 6 | 2.638795 | 0.201139 | 1 | 0.6538 |
| Joint | | 19.12057 | 6 | 0.0040 |

| Component | Jarque-Bera | df | Prob. |
|-----------|-------------|----|--------|
| 1 | 2.699557 | 2 | 0.2593 |
| 2 | 14.31591 | 2 | 0.0008 |
| 3 | 13.86920 | 2 | 0.0010 |
| 4 | 3.553059 | 2 | 0.1692 |
| 5 | 1.698768 | 2 | 0.4277 |
| 6 | 1.766007 | 2 | 0.4135 |
| Joint | 37.90251 | 12 | 0.0002 |